

**Assemblée générale**

Soixante et unième session

**68<sup>e</sup>** séance plénièreJeudi 7 décembre 2006, à 10 heures  
New York*Documents officiels*

---

Présidente : M<sup>me</sup> Al-Khalifa ..... (Bahreïn)

*En l'absence de la Présidente, M. Wenaweser (Liechtenstein), Vice-Président, assume la présidence.*

*La séance est ouverte à 10 h 5.*

**Point 71 de l'ordre du jour****Les océans et le droit de la mer****a) Les océans et le droit de la mer**

**Rapport du Secrétaire général** (A/61/63 et A/61/63/Add.1)

**Rapport du Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale** (A/61/65)

**Projet de résolution** (A/61/L.30)

**b) La viabilité des pêches, notamment grâce à l'Accord de 1995 aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et de stocks de poissons grands migrants, et d'instruments connexes**

**Rapport du Secrétaire général** (A/61/154)**Projet de résolution** (A/61/L.38)

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant du Brésil, qui va présenter le projet de résolution A/61/L.30.

**M. Duarte** (Brésil) (*parle en anglais*) : Le Brésil a eu, une nouvelle fois, l'honneur de coordonner à la présente session de l'Assemblée générale les consultations organisées au titre du point 71 a) de l'ordre du jour sur les océans et le droit de la mer. J'ai donc le plaisir de présenter le projet de résolution A/61/L.30, intitulé « Les océans et le droit de la mer », au nom des pays coauteurs du texte, à savoir l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Cap-Vert, Chypre, la Croatie, Les États fédérés de Micronésie, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, la Finlande, la Grèce, l'Islande, l'Italie, la Jamaïque, Malte, Mexique, Monaco, la Namibie, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, Sainte-Lucie, la Slovénie, Sri Lanka, la Suède, les Tonga, Trinité-et-Tobago et, mon propre pays, le Brésil.

Ce projet de résolution est le fruit du travail assidu et des précieuses contributions de nombreuses délégations. Je les remercie de la manière constructive et créative avec laquelle elles ont pris part aux consultations. Je remercie également M. Vladimir Golitsyn, Directeur de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, ainsi que ses

---

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



collaborateurs, du concours compétent et professionnel qu'ils nous ont apporté.

Le débat d'aujourd'hui et le projet de résolution à l'examen témoignent de la volonté de la communauté internationale de coopérer, de coordonner leurs activités et de réglementer dans les affaires maritimes, tel que le prescrit la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Comme le souligne le projet de résolution, cette Convention historique définit le cadre juridique dans lequel doivent être entreprises toutes les activités intéressant les mers et les océans.

Le projet de résolution aborde un vaste ensemble de questions relatives aux océans, parmi lesquelles, pour ne citer que quelques exemples, figurent le développement durable des mers et océans, le renforcement des capacités et le transfert des technologies marines au profit des pays en développement, le bon fonctionnement de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, les travaux de la Commission des limites du plateau continental, la recherche scientifique marine et la protection du milieu marin.

J'appelle l'attention des membres sur les décisions reflétées dans le texte de cette année qui portent sur la sélection des thèmes du processus consultatif officieux, qui seront « Ressources génétiques marines » en 2007 et « Sécurité et sûreté maritimes » en 2008, l'organisation en 2008 d'une nouvelle réunion du Groupe de travail officieux à composition non limitée chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale en vue de l'examen de questions spécifiques, l'achèvement, dans un délai de deux ans, de « l'évaluation des évaluations », à titre d'étape préparatoire de l'établissement du mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques et la demande faite au Secrétaire général de préparer une étude sur l'assistance dont peuvent disposer les États en développement et sur les mesures qu'ils peuvent adopter pour tirer parti d'une mise en valeur durable et efficace des ressources marines ainsi que des différentes utilisations des océans à l'intérieur des limites de la juridiction nationale.

Malheureusement, à la fin du temps prévu pour les consultations, aucun accord n'avait pu être atteint

sur les termes des paragraphes proposés. Les questions sur lesquelles il a été le plus difficile de parvenir à un accord continueront très certainement de retenir l'attention des délégations. J'espère qu'il sera possible de trouver une solution acceptable pour tous.

J'espère également qu'à l'avenir les délégations se pencheront sur un aspect particulier du projet de résolution qui, à mon avis, nous concerne tous : le fait qu'il est de plus en plus long. Malgré les efforts faits dans le sens inverse, le projet de cette année contient 20 paragraphes de plus que le texte de l'an passé, la résolution 60/30, laquelle en comptait elle-même 11 de plus que la résolution précédente, la résolution 59/24. Même si, d'un côté, cette tendance tient au caractère général de la résolution ainsi qu'à la diversité et à la complexité des questions abordées, il y a tout lieu de penser qu'elle absorbe du temps inutilement et surcharge le texte de questions sans lien fondamental avec le but central de la résolution, qui est de définir les orientations à suivre.

Voilà les observations que je voulais faire à propos des consultations officieuses sur le projet de résolution. J'adresse une nouvelle fois mes sincères remerciements à tous ceux qui ont participé à ces consultations et qui ont contribué à leur bon déroulement.

Je voudrais à présent faire quelques remarques en ma qualité de représentant du Brésil.

Le Brésil a toujours été fermement attaché à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et à la pleine mise en œuvre de ses dispositions. Possédant un littoral de plus de 7 500 kilomètres de long et un vaste plateau continental au-delà des 200 milles marins, le Brésil a été parmi les premiers pays à présenter un dossier au titre de l'article 76 concernant la définition des limites extérieures du plateau continental au-delà des 200 milles marins. Le processus est désormais dans la phase finale et des recommandations concernant le dossier brésilien devraient bientôt être formulées et communiquées à la Commission des limites du plateau continental.

À cet égard, le Brésil appelle l'attention des membres sur la nécessité d'une concertation active entre la Commission et les États qui présentent des dossiers, comme le reconnaît le projet de résolution au paragraphe 47. Il se félicite, en outre, des modifications apportées à l'article 52 et à l'annexe III du règlement intérieur de la Commission. En donnant aux États côtiers la possibilité de communiquer directement leurs vues aux autres membres de la Commission, ces

mesures permettront d'accroître la transparence et de renforcer le processus d'examen des dossiers.

En ce qui concerne l'augmentation de la charge de travail de la Commission prévue pour les années à venir, compte tenu du nombre actuel et attendu de nouveaux dossiers, le Brésil est convaincu qu'il faut s'assurer que la Commission puisse remplir ses fonctions de manière efficace et maintenir un niveau de qualité et de compétence élevé. À cet égard, nous notons qu'à l'occasion de la prochaine réunion des États parties à la Convention, qui se tiendra en 2007, les élections des membres de la Commission auront lieu le 14 juin et cinq jours de travaux seront consacrés aux débats sur les questions de fond.

Le Processus consultatif officieux ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer a pour but de faciliter les débats de l'Assemblée générale. Il permet de mieux comprendre les questions vastes, complexes et multidimensionnelles qui se posent et d'identifier les domaines dans lesquels il conviendrait d'intensifier la coordination et la coopération aux plans intergouvernemental et interinstitutions.

Concernant le thème retenu pour 2007, « Ressources génétiques marines », il est généralement admis que l'on manque de connaissances scientifiques sur cette question complexe. Il y a donc lieu de penser que les débats qui se dérouleront dans le cadre du prochain Processus consultatif officieux permettront de mieux cerner certaines questions, par exemple, les options envisageables de mécanismes juridiques d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages; les moyens d'intensifier la coopération internationale dans le renforcement des capacités des pays en développement, y compris le transfert de technologie; les régimes possibles des droits de propriété intellectuelle; et les implications socioéconomiques de l'utilisation des ressources génétiques marines, de leurs produits et dérivés ainsi que ses effets sur le développement socioéconomique mondial.

La question concernant « Les ressources génétiques dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale » figure également parmi celles – dont la liste figure au paragraphe 91 du projet de résolution – qui seront étudiées à la prochaine session du Groupe de travail officieux à composition non limitée chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale.

Le fait qu'il ait été décidé de tenir en 2008 la prochaine réunion du Groupe de travail officieux, dotée de services de conférence complets, et de consacrer, l'année précédente, le processus consultatif officieux au thème des « Ressources génétiques marines » permettra de mieux préparer les débats et, espérons-le, de faire en sorte qu'ils soient plus approfondis. Il s'agira de la deuxième réunion du Groupe de travail, et elle donnera sans aucun doute une excellente occasion à tous les pays de participer pleinement à des débats essentiellement axés sur la biodiversité marine, compte tenu des points mentionnés au paragraphe 91.

À l'évidence, il faut mieux comprendre et améliorer la protection et la préservation de la biodiversité marine au-delà des juridictions nationales. À cet égard, aux termes de la Convention, les activités dans la Zone doivent être menées dans l'intérêt de l'humanité tout entière, en prenant particulièrement en compte les intérêts et besoins des États en développement. Les ressources biologiques de la Zone, notamment les ressources génétiques, ne sauraient être appauvries ni exploitées de façon inappropriée, mais doivent être utilisées dans l'intérêt de la génération actuelle et préservées pour les générations futures.

S'agissant de l'état des océans et de la façon d'aborder des questions telles que la dégradation du milieu marin, ainsi que la conservation et l'exploitation durable de la biodiversité marine, il est indispensable de recourir à l'évaluation scientifique pour prendre des décisions rationnelles et gérer efficacement les océans. C'est pourquoi il est important d'achever « l'évaluation des évaluations » dans un délai de deux ans, comme prévu au paragraphe 15 du projet de résolution, dans le but de mettre en place le processus régulier.

S'agissant de la viabilité des pêches, nous nous félicitons des efforts déployés pour parvenir à un consensus sur le projet de résolution de cette année. À cet égard, je voudrais adresser les remerciements du Brésil à M<sup>me</sup> Holly Koehler, des États-Unis d'Amérique, pour son rôle de coordonnatrice et pour les efforts qu'elle a faits pour concilier autant de points de vue différents sur les mesures à entreprendre pour remédier aux pratiques de pêche destructrices, qui constituent une menace pour les écosystèmes marins vulnérables.

Nombre d'améliorations et de progrès ont été enregistrées en ce qui concerne la conservation et la gestion des ressources biologiques marines, mais beaucoup reste à faire. Pour assurer la viabilité des pêches, il faut concevoir des mesures de conservation

et de gestion adéquates. La difficulté est de déterminer comment mettre en œuvre ces mesures et de trouver les moyens d'encourager les États à s'y conformer afin de mettre un terme à l'appauvrissement des stocks de poisson et à la destruction de la biodiversité marine.

Plusieurs obstacles compromettent cet objectif. L'un d'eux est certainement la surcapacité de pêche. Elle est due non seulement à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, mais aussi à certaines flottes de pêche surdimensionnées. L'état actuel des quotas de pêche ne doit pas compromettre les efforts que font les pays en développement pour pratiquer des activités de pêche durables, notamment en rénovant leurs flottes. Nous pensons que les États doivent s'engager dans la lutte contre les activités de pêche illicite, non déclarée et non réglementée et appliquer les mesures adoptées par les organismes régionaux de gestion de pêche pour réglementer la pêche de fond et définitivement interdire les pratiques de pêche destructrices.

Le projet de résolution sur les pêches présenté cette année n'envisage pas une interdiction temporaire des pêches au chalut de fond. Il laisse aux États et aux organismes régionaux de gestion des pêches la responsabilité de réglementer ces activités et d'adopter et d'appliquer les mesures qui protégeront les écosystèmes marins vulnérables, conformément au principe de précaution et en adoptant une approche écosystémique. Nous espérons que ces mesures pourront être adoptées en temps opportun. Les écosystèmes marins sont en train de disparaître, et certaines espèces ont déjà été surexploitées ou épuisées.

Pour assurer la viabilité des pêches, plusieurs mesures sont nécessaires, notamment encourager les États à signer et ratifier l'Accord de 1995, lutter énergiquement contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, appliquer des mesures plus efficaces de traçage des poissons et des produits de la pêche, participer à titre volontaire au Réseau international du suivi, de contrôle et de surveillance des activités liées à la pêche, réduire d'urgence la capacité des flottes de pêche mondiales, mettre fin aux pratiques de pêche destructrices, resserrer la coopération aux niveaux sous-régional, régional et mondial, renforcer les capacités des pays en développement et transférer efficacement les technologies de pêche. La coopération est, à cet égard, un mot essentiel. Elle est mentionnée à de nombreuses reprises dans le projet de résolution de cette année, ainsi que dans des résolutions précédentes

sur les pêches. Aujourd'hui, plus que jamais, il est temps de passer aux actes.

Vingt-quatre ans après l'adoption de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et 12 ans après son entrée en vigueur, le développement du droit de la mer contribue déjà et continuera de contribuer à renforcer la paix, la sécurité, la coopération et les relations amicales entre tous les pays. Néanmoins, des difficultés considérables persistent et il faudra les surmonter pour réaliser pleinement un objectif tout aussi fondamental de la Convention, à savoir favoriser le progrès économique et social de tous les peuples du monde.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant des États-Unis d'Amérique, qui va présenter le projet de résolution A/61/L.38.

**M. Floyd** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Ma délégation a l'honneur d'être coauteur du projet de résolution A/61/L.30, intitulé « Les océans et le droit de la mer ». Nous avons également l'honneur de présenter, au nom des coauteurs, le projet de résolution A/61/L.38, relatif à la viabilité des pêches.

Le projet de résolution de cette année sur la viabilité des pêches est présenté à un moment où nous sommes particulièrement préoccupés par l'état des principaux stocks halieutiques dans les océans du monde et par l'impact de certaines pratiques de pêche sur l'écosystème marin. Nous sommes heureux que le projet de résolution demande l'adoption de mesures concrètes en vue, notamment, de réduire les pratiques de pêche destructrices, de limiter la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, de réduire les capacités de pêche et d'appliquer les dispositions de l'Accord sur les stocks de poissons.

Cette année, une attention particulière a été accordée à la nécessité de réglementer de façon plus sévère la pêche au chalut de fond dans les zones situées au-delà des juridictions nationales. Les États-Unis, avec de nombreux autres pays, se sont efforcés de trouver des solutions plus efficaces pour remédier aux dommages que la pêche au chalut de fond peut causer aux zones vulnérables. Cependant, nous nous félicitons des dispositions du projet de résolution et estimons qu'elles constituent un important pas en avant. Nous continuerons de promouvoir les progrès dans ce domaine en faisant appel aux organismes et arrangements régionaux de gestion des pêches et en encourageant les négociations visant à créer de

nouveaux organismes de ce type là où il n'en existe pas encore. Le projet de résolution tient compte également des résultats de la Conférence d'examen de l'Accord relatif aux stocks de poissons qui a eu lieu en mai 2006. Les États-Unis réaffirment l'importance qu'ils attachent à cet accord et aux recommandations capitales faites par la Conférence d'examen. Nous engageons instamment tous les États qui ne le sont pas encore à devenir parties à l'Accord. Nous pensons aussi que l'Accord doit rester la base des négociations concernant l'établissement de nouveaux accords régionaux, comme l'accord actuellement en cours de négociation dans le Pacifique Sud, et que ses principes fondamentaux de base devraient également être appliqués par tous les États du pavillon aux différents stocks de poissons de haute mer.

Les États-Unis continuent de considérer que la réduction de la capacité des flottes de pêche mondiales est un objectif hautement prioritaire. Nous œuvrons sans relâche pour que soit pleinement mis en œuvre le texte du projet de résolution de cette année où il est demandé de « réduire d'urgence la capacité des flottilles de pêche mondiales afin de la ramener à des niveaux compatibles avec la viabilité des stocks de poissons » (*A/61/L.38, par.57*). S'agissant de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée, le projet de résolution constate que des efforts ont été faits au cours de l'année écoulée pour traiter de ce problème, mais des progrès restent à faire dans ce domaine. La prochaine réunion de Kobe (Japon) sera l'occasion de renforcer la façon dont les cinq organismes régionaux qui gèrent les stocks de poissons grands migrateurs traitent de la question de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée, de la gestion des capacités de pêche et d'autres questions. Nous souhaiterions également que les États du port prennent des mesures plus énergiques pour empêcher le débarquement et le transbordement dans leurs ports de poissons pris en violation des régimes de réglementation en vigueur.

Il reste beaucoup à faire si nous voulons assurer la viabilité des stocks de poissons mondiaux. Les ORGP restent le meilleur mécanisme existant de régulation de la pêche internationale. Néanmoins, la façon dont nous travaillons pour atteindre nos objectifs communs pourrait être considérablement améliorée à bien des égards. À cette fin, nous devons procéder à un examen systématique des résultats obtenus par les ORGP. Une façon de progresser serait que la réunion de Kobe convienne d'examiner les résultats des organisations régionales de gestion de la pêche au thon

en se basant sur des critères communs et en adoptant une méthode commune.

Je souhaite remercier toutes les délégations de tout le travail qu'elles ont consacré à l'élaboration de ce projet de résolution. Encore une fois, les États-Unis ont été fiers de pouvoir coordonner les consultations officielles. Nous aimerions mentionner en particulier les efforts extraordinaires déployés par M<sup>me</sup> Holly Koehler, qui a mené les négociations jusqu'à leur heureuse issue.

S'agissant des océans et du droit de la mer, nous sommes d'avis que les décisions et les déclarations énoncées dans le projet de résolution de cette année (*A/61/L.30*) fournissent un cadre constructif propice à la réalisation de progrès, dans les années à venir, sur une large gamme de questions relatives aux espaces maritimes. Rompant de manière salubre avec la tradition, les négociateurs ont convenu cette année des principaux thèmes à aborder lors des deux prochaines réunions du Processus consultatif officiel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer. En juin prochain, nous centrerons notre attention sur les ressources génétiques marines dans les zones situées à l'intérieur et à l'extérieur de la juridiction nationale. Nous remercions nos collègues brésiliens d'avoir proposé ce thème et d'avoir été assez souples pour élargir cette question afin d'y inclure les ressources se trouvant sous la juridiction des États côtiers.

Nous remercions également nos collègues australiens d'avoir proposé le thème choisi pour la réunion de 2008 du Processus consultatif, à savoir la sûreté et la sécurité maritimes. Ce thème important et opportun rappellera à la communauté internationale que le respect et la mise en œuvre des dispositions de la Convention sur le droit de la mer sont essentiels à la sécurité de tous les pays et à la sûreté et à l'efficacité du commerce international.

Comme nous attachons beaucoup de prix aux réunions du Processus consultatif, qui permettent à la communauté internationale de prendre conscience des nouveaux problèmes qui se posent et de mieux les comprendre, nous avons été particulièrement préoccupés par la façon dont les éléments issus de la dernière réunion – qui ont été convenus après de longues délibérations – allaient être intégrés au projet de résolution. Nous remercions nos collègues canadiens d'avoir œuvré à un compromis entre l'incorporation de tout le texte et une brève référence seulement à celui-ci. Nous devons veiller à ne pas oublier ce dilemme lors

de la prochaine réunion du Processus consultatif et devons peut-être ramener les « éléments convenus » à des dimensions plus raisonnables.

Nous attendons avec intérêt la prochaine réunion, en 2008, du groupe de travail sur la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale. La convocation de cette nouvelle réunion, avec l'aide complète des services de conférence, permettra aux experts du monde entier de participer au débat sur la façon de mieux garantir la conservation et une mise en valeur durable de ces ressources.

Nous apprécions également l'impulsion que la délégation chinoise a donnée à l'élaboration de la section du projet de résolution relative à la Commission des limites du plateau continental. Nous sommes tous conscients de l'importance des travaux de la Commission et de la nécessité de lui accorder un appui accru.

Les États-Unis accordent une grande importance au respect du paragraphe 65 du projet de résolution A/61/L.30, qui invite les États à garantir la liberté de la navigation et les droits de passage en transit et de passage inoffensif, conformément aux dispositions du droit international, en particulier de la Convention sur le droit de la mer.

Nous constatons que l'Organisation maritime internationale n'a pas autorisé le pilotage obligatoire ou pris d'autres mesures coercitives à l'encontre des navires qui ne prennent pas un pilote breveté pour traverser un détroit servant à la navigation internationale. Cela dit, les États-Unis encouragent vivement tous les navires à prendre un pilote breveté pour traverser des détroits servant à la navigation internationale et dont le passage est particulièrement difficile dans tous les cas où cela n'a pas pour effet de refuser ou d'entraver le droit de passage en transit consacré dans la Convention. Dans ces circonstances, l'acceptation de prendre un pilote breveté permettra de protéger les écosystèmes sensibles, objectif que tous les pays partagent avec les États riverains des détroits servant à la navigation internationale.

Nous remercions également le Ministre plénipotentiaire Carlos Duarte, du Brésil, de l'habileté et de la patience avec lesquelles il a coordonné les travaux sur le projet de résolution sur les océans. Comme toujours, nous apprécions l'expertise et l'appui que Vladimir Golitsyn et son équipe de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer ont apportés lors de l'élaboration des deux projets de résolution.

**M. Wolfe** (Jamaïque) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des États membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et je m'associe aux orateurs qui ont accueilli favorablement le rapport détaillé du Secrétaire général (A/61/63 et Add.1), qui replace dans leur juste perspective les faits nouveaux intervenus concernant la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer ainsi que les activités de l'ONU, de ses institutions spécialisées et des autres organisations qui s'occupent des affaires maritimes et du droit de la mer.

La CARICOM note avec satisfaction qu'au fil des années, le nombre de parties à la Convention et aux accords relatifs à son application a régulièrement augmenté, tandis que la Convention tend à une acceptation universelle.

Parallèlement à l'augmentation du nombre des États parties, nous constatons une évolution positive dans la pratique suivie par les États en ce qui concerne l'établissement des lignes de base, la délimitation des frontières maritimes, ainsi que la communication d'informations sur le tracé de la limite extérieure du plateau continental, activité qui a acquis un élan nouveau ces derniers mois. Ces progrès sont une autre preuve de l'efficacité de la Convention en tant que cadre juridique approprié et que mécanisme grâce auquel les États parties peuvent régler leurs différends et leurs préoccupations d'ordre maritime. La Convention favorise également une plus grande coopération et une meilleure compréhension entre les États en matière de défense de leurs intérêts maritimes et à cet égard, le Secrétaire général, dans son rapport, rappelle aux États qu'ils ont pour obligation d'informer le Secrétariat des faits nouveaux intervenus et des accords conclus.

Les États membres de la CARICOM continuent d'appuyer le développement progressif et la mise en œuvre de la Convention et des institutions créées par elle.

Au cours de la période considérée, l'Autorité internationale des fonds marins a tenu sa onzième session à Kingston, à la Jamaïque. Nous saluons le travail accompli par l'Autorité et son rôle dans le développement de règles relatives à la prospection et à l'exploration des sulfures polymétalliques et des encroûtements ferromanganésifères riches en cobalt dans la Zone, et même s'il reste encore du chemin à parcourir avant de pouvoir envisager la possibilité d'une exploitation commerciale de ces minéraux,

l'approche suivie et les activités menées par les États et par l'Autorité pour l'élaboration de ces règles sont certainement encourageantes.

Nous reconnaissons l'Autorité comme étant la seule institution légitime investie de la responsabilité de réglementer les activités dans la Zone au nom de l'humanité tout entière, comme le prévoit la Convention. À cet égard, le travail de l'Autorité revêt une importance toute particulière pour la CARICOM, non seulement parce que la région en accueille le siège, mais aussi en raison de l'importance des activités maritimes de nos pays et de notre ferme adhésion au principe fondamental de l'accès aux ressources de la Zone et du partage de ses richesses à l'intérieur du cadre juridique constitué par la Convention qui, peut-on dire, fait désormais partie intégrante du droit international coutumier.

Un élément important, et en fait l'une des clefs des succès enregistrés par l'Autorité jusqu'à présent, est la demande d'approbation d'un plan de travail relatif à l'exploration de nodules polymétalliques dans la Zone, qui a été présentée à l'Autorité par l'Institut fédéral allemand des sciences de la terre et des ressources naturelles. Il s'agit de la première demande de ce genre depuis la création de l'Autorité et certainement depuis le parachèvement de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, il y a près d'un quart de siècle. La CARICOM attend donc avec intérêt de poursuivre sa coopération avec la communauté internationale de manière à consolider ces acquis.

Alors que l'Autorité continue d'étendre le champ de ses activités, la CARICOM appuie les efforts visant à promouvoir la collaboration internationale dans le domaine de la recherche scientifique, d'autant qu'ils visent à faciliter la participation de chercheurs de pays en développement. Les ateliers organisés à cet égard permettront aux chercheurs des pays en développement d'avoir plus largement accès à tout un corpus de connaissances, ce qui aura en retour un effet multiplicateur bénéfique en matière de renforcement de la coopération régionale et interrégionale.

Je ne saurais clore cette partie de ma déclaration sur l'Autorité internationale des fonds marins sans, en tant que représentant du pays hôte, encourager les États parties à assister et à participer pleinement aux réunions annuelles de l'Autorité à la Jamaïque.

Le Tribunal international du droit de la mer, qui est l'une des institutions créées par la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer pour promouvoir

le règlement pacifique des différends, célèbre cette année son dixième anniversaire. Nous réaffirmons l'importance cruciale du travail accompli par le Tribunal et des progrès que ce dernier a enregistrés au fil des ans pour rendre de manière toujours plus efficace un jugement dans les affaires qui lui sont confiées. Nous encourageons les États parties à continuer de recourir au Tribunal pour régler tout différend en matière d'interprétation ou d'application des dispositions de la Convention.

Nous prenons note des travaux réalisés par les comités du Tribunal, qui mènent un processus d'examen constant de manière à tenir le Tribunal informé des derniers événements. La création d'un comité des relations publiques pour faciliter la diffusion d'informations concernant l'œuvre du Tribunal et pour développer les relations avec d'autres entités et processus internationaux est une initiative positive et nous invitons par conséquent tous les États Membres à appuyer ce nouvel effort du Tribunal visant à faire mieux connaître ses activités.

La CARICOM voudrait évoquer de manière plus spécifique une autre initiative du Tribunal, à savoir les programmes de formation et d'information qu'il réalise dans le cadre d'ateliers régionaux. La CARICOM compte pouvoir bénéficier de cette initiative, puisque le prochain atelier doit se tenir à la Jamaïque en avril 2007. Relevant la présence dans la salle aujourd'hui du Président du Tribunal, je voudrais le féliciter de cette initiative ainsi que de l'aimable invitation à participer aux cérémonies de Hambourg marquant le dixième anniversaire du Tribunal qu'il m'a adressée, en ma qualité de Président de la seizième session des États parties.

Nous appelons également l'attention sur l'Agence coréenne de coopération internationale, à laquelle nous exprimons notre reconnaissance toute particulière, puisque jusqu'à la fin de l'année 2005, elle a aidé 32 stagiaires de pays en développement à financer leur participation au programme de stages du Tribunal.

L'autre institution créée par la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, c'est-à-dire la Commission des limites du plateau continental, a entrepris la tâche capitale d'examiner les demandes des États parties concernant la limite extérieure du plateau continental s'étendant au-delà de 200 milles marins, conformément aux dispositions de la Convention.

À cet égard, la CARICOM voudrait saisir cette occasion pour demander à tous les États et à toutes les

entités en mesure de le faire de fournir une assistance scientifique et technique aux pays en développement qui s'efforcent de préparer leurs demandes à la Commission de manière qu'ils puissent respecter la date limite fixée pour le dépôt de ces demandes, c'est-à-dire 2009.

La CARICOM se félicite de l'élan suscité par le nombre croissant de demandes mais dans le même temps relève avec préoccupation que la Commission a peine à faire face à la charge de travail de ses membres et à financer la participation aux réunions des sous-commissions.

Le Président de la Commission a informé les États parties que, sur la base des arrangements actuels, la Commission risquait de ne pas être en mesure de fonctionner de manière efficace et diligente et nous voudrions exhorter tous les États parties à mener des consultations constructives pour régler ces problèmes.

Nous reconnaissons également la contribution importante effectuée par le Programme de bourses de la Fondation nipponne, qui a organisé à l'intention du personnel technique et administratif des pays côtiers en développement des cours de formation concernant la limite extérieure du plateau continental s'étendant au-delà de 200 milles marins et la préparation des demandes à la Commission des limites du plateau continental.

Les États membres de la CARICOM, en tant qu'États parties à la Convention, continuent de prendre une part active aux réunions des États parties à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. Nous considérons que les discussions sur les faits nouveaux concernant les questions liées au droit de la mer qui ont lieu au sein de cette instance contribuent utilement à encourager la collaboration et à renforcer l'application de tous les aspects de la Convention.

Dans son rapport, le Secrétaire général nous rappelle l'impact mondial du commerce maritime sur l'économie internationale et sa contribution en tant que source de revenus, en particulier pour les économies des pays en développement. Le transport fait partie intégrante des économies des États de la CARICOM, puisque plus de 80 % du commerce extérieur de la région se fait par voie maritime. Les escales des navires de croisière et les autres activités touristiques liées à la mer continuent d'être l'une des principales sources de recettes en devises de la région.

Conscients de l'importance cruciale de l'environnement marin et côtier de la région et de la nécessité d'assurer une protection et une conservation adéquates ainsi qu'une exploitation durable des ressources de leurs océans et de leurs mers, les États de la CARICOM ont sollicité la coopération de la communauté internationale en proclamant la mer des Caraïbes zone spéciale dans la perspective du développement durable. Nous prions instamment toutes les délégations de soutenir cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre juridique de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Plusieurs pays de la région ont également lancé des programmes d'action nationaux pour protéger l'environnement marin de la pollution due aux activités terrestres. Ces politiques visent essentiellement les trois sources principales de pollution de l'environnement marin issues d'activités terrestres dans notre région, à savoir le traitement et le rejet des eaux usées, les pratiques agricoles et la collecte et l'élimination des déchets solides. En outre, le secteur privé et la société civile ont commencé à s'associer aux gouvernements pour conduire une série d'activités dans le cadre de différents programmes nationaux. La région a entrepris de mobiliser des fonds de sources diverses, notamment sous la forme de subventions de l'État ainsi que de prêts et de dons des partenaires extérieurs et du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

La région devrait également tirer profit du Fonds des Caraïbes pour la gestion des eaux usées dont la création a été proposée, dans la mesure où il permettra aux États de la région de trouver plus facilement un financement pour résoudre leurs problèmes dans ce domaine. Comme suite à la deuxième Réunion intergouvernementale pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres tenue à Beijing en octobre dernier, nous avons l'intention de tout mettre en œuvre pour appliquer les recommandations et le plan d'action qui ont été adoptés à cette occasion, eu égard en particulier aux perspectives croissantes que la région devienne un centre important en matière de transports maritimes.

Certains pays de la région de la CARICOM continuent d'offrir des services d'immatriculation internationale des navires, et notre objectif reste d'appliquer les normes les plus élevées en matière de sécurité et de prévention de la pollution, qui sont fixées par l'Organisation maritime internationale (OMI). À cet égard, la CARICOM accueille favorablement le



Code pour l'application des instruments obligatoires de l'OMI, qui détermine les normes observées volontairement par les États membres.

Le transport de matières radioactives via la mer des Caraïbes continue de préoccuper vivement la région, qui tient à éviter le risque de plus en plus sérieux de dommages et de pollution qui pèsent sur le milieu marin et son écosystème ainsi que de disparition des moyens de subsistance tirés des eaux environnantes dont dépendent tant de nos concitoyens. Nous continuons d'exhorter les États concernés à étudier d'autres moyens de se défaire des matières radioactives et autres déchets toxiques. Tout en reconnaissant le droit international à la liberté de navigation, nous estimons qu'il est impératif que notre région cesse d'être une zone de transit de matières radioactives.

C'est pourquoi la CARICOM apprécie grandement le fait que le projet de résolution de l'Assemblée générale sur les océans et le droit de la mer (A/61/L.30) dont nous sommes saisis aujourd'hui mette en évidence ce problème spécifique. Les nombreux efforts déployés par la région pour préserver le milieu marin ne font qu'aviver nos inquiétudes quant aux dommages que pourrait causer un accident ou un incident lors du transport par mer de matières radioactives.

Nous appelons l'attention des membres sur l'une de ces initiatives, à savoir la création du Mécanisme régional de gestion des pêches des Caraïbes, qui a pour objectif une gestion efficace et une mise en valeur durable des ressources marines et aquatiques ainsi que la promotion et la mise en place de dispositifs de coopération entre les États intéressés aux fins d'une gestion efficace des ressources marines et aquatiques communes ainsi que des stocks de poissons chevauchants et grands migrants.

Dans le cadre des efforts qu'il déploie pour promouvoir une exploitation durable des ressources afin de créer des possibilités d'emploi et de renforcer la sécurité alimentaire au niveau national et régional, le Secrétariat du Mécanisme conduit actuellement des ateliers dans le but de parvenir à un accord régional sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, et sur la surveillance et le contrôle par les États membres ainsi qu'en vue d'organiser un atelier de formation de formateurs d'agents d'appui visant à doter ces derniers des compétences requises pour qu'ils puissent plus efficacement fournir des services d'information, de conseil et de formation aux associations locales et fédérations nationales de pêcheurs.

La CARICOM avance à grands pas vers l'adoption des normes de l'Organisation internationale du Travail relatives aux conditions de travail des gens de mer. Aux termes du Mémorandum d'accord de la CARICOM sur le contrôle exercé par les États du port, ses États membres ont le droit d'inspecter les navires étrangers faisant escale dans la région afin de s'assurer qu'ils respectent les normes internationalement convenues touchant les conditions de vie à bord de l'équipage et que toutes les dispositions prévues par les normes juridiques internationales sont prises pour garantir le bien-être, la santé et la sécurité des gens de mer.

S'agissant des détroits internationaux, nous constatons que les États riverains, les États utilisateurs et les principaux acteurs du secteur de la navigation mènent conjointement des activités en vue de resserrer la coopération en matière de sécurité de la navigation ainsi que de prévention, de réduction et de contrôle de la pollution due aux navires, y compris la protection de l'environnement, et afin de résoudre les problèmes de sécurité maritime. La CARICOM prie instamment toutes les parties concernées de redoubler d'efforts pour s'entendre sur des solutions efficaces dans le cadre des instruments juridiques internationaux existants.

Les États de la CARICOM restent préoccupés par la montée de la violence associée à la contrebande, à la traite de personnes, à la piraterie et aux autres actes dirigés contre les navires, mais aussi par ses liens avec la criminalité transnationale organisée. C'est pourquoi ils préconisent l'élaboration et le renforcement des instruments internationaux pertinents pour lutter au mieux contre ces déplorables phénomènes.

La CARICOM souscrit à l'approche écosystémique qui, reposant sur le principe de gestion intégrée, offre une base plus étendue au développement durable. Nous continuons de prendre des mesures dans l'intérêt d'une protection globale de l'environnement, en mettant l'accent sur l'interdépendance des ressources biologiques marines et sur l'adoption de mesures spéciales tendant à protéger les écosystèmes rares et délicats ainsi que l'habitat des espèces et autres organismes marins en régression, menacés ou en voie d'extinction. Aussi la CARICOM se félicite-t-elle de la mise en place du Groupe directeur spécial et du groupe d'experts chargé de notifier et d'évaluer à l'échelle mondiale l'état du milieu marin, y compris ses aspects socioéconomiques.

Plusieurs États de la région ont adopté des politiques relatives aux océans tandis que d'autres sont

en train d'élaborer une législation portant création d'un système d'aménagement intégré des zones côtières et des océans. Il s'est avéré difficile, mais pas impossible, d'harmoniser et de coordonner les activités de différents organismes investis de mandats distincts.

Pour mettre en œuvre une approche écosystémique et pouvoir tirer parti des avantages que chacun s'accorde à lui reconnaître, nous devons continuer de pouvoir compter sur l'aide financière et technique de nos voisins et de nos autres partenaires. Dans son rapport, le Secrétaire général reconnaît à juste titre qu'une coopération et une aide internationales demeureront nécessaires pour promouvoir le renforcement des capacités à tous les égards, notamment s'agissant de sensibiliser le public à l'ensemble du potentiel des ressources marines et de former des chercheurs, des gestionnaires de ressources et autres professionnels au niveau local.

La CARICOM encourage tous les États à contribuer aux différents fonds d'affectation spéciale créés par le Tribunal afin d'aider les États à régler leurs différends et à renforcer les capacités des pays en développement en aidant le plus grand nombre possible d'experts et de responsables à participer aux travaux pluridisciplinaires en rapport avec le droit de la mer. Nous saluons les contributions versés par de nombreux pays aux fonds d'affectation spéciale.

*M<sup>me</sup> Mladineo (Croatie), Vice-Présidente, assume la présidence.*

La CARICOM adhère au principe selon lequel la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer constitue la base juridique de la réglementation et du contrôle de toutes les activités relatives aux océans. Nous estimons que le Processus consultatif officiel favorise le débat autour de thèmes intéressant l'humanité tout entière. Les questions liées à la biodiversité et aux ressources génétiques marines revêtent une importance considérable pour notre région. Ce sont en effet des ressources qui, à l'avenir, auront probablement des effets très positifs sur le développement à long terme de nos petits États insulaires.

Enfin, la CARICOM est résolue à collaborer avec les autres membres de la communauté internationale à la pleine mise en œuvre des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

**M. Hakapää** (Finlande) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur d'intervenir au nom de l'Union européenne

ainsi que de la Communauté européenne, en sa qualité de partie à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. La Bulgarie et la Roumanie, pays d'adhésion, la Croatie et l'ex-république yougoslave de Macédoine, pays candidats, ainsi que l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Moldova et la Serbie, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels, s'associent à la présente déclaration.

Nul n'ignore ni ne conteste la situation critique des océans. La destruction des écosystèmes, les menaces qui pèsent sur les ressources halieutiques et les dommages causés à la biodiversité marine sont très largement illustrés par les faits et les études scientifiques. Les préoccupations que suscite l'avenir des océans sont partagées par tous les participants aux consultations qui ont donné lieu au projet de résolution général de cette année sur les océans et le droit de la mer, sous la coordination remarquable de M. Carlos Duarte, du Brésil, que nous remercions des efforts inlassables qu'il a déployés pour parvenir à un consensus.

La communauté internationale n'est pas restée indifférente aux menaces qui pèsent sur le milieu océanique. Au cours des dernières décennies, nombre de mesures ont été prises, aux niveaux national, régional et mondial pour faire face à ces problèmes. Depuis son adoption, la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer a fourni le cadre juridique qui sert de fondement à ces efforts, ainsi qu'à toutes les activités entreprises dans les océans.

Cependant, c'est dans ce contexte qu'il faut agir de manière plus concertée pour préserver les océans pour les générations futures. En menant à bien cette mission, il convient de ne plus envisager les océans et les mers dans une optique purement sectorielle, mais dans leur ensemble, en adoptant une approche intégrée pour faire face aux nombreuses menaces qui pèsent sur le milieu marin. Comme il est dit dans le préambule du projet de résolution général, nous devons reconnaître que « les problèmes des espaces marins sont étroitement liés et doivent être envisagés comme un tout selon une optique intégrée, interdisciplinaire et intersectorielle » (*A/61/L.30, sixième alinéa du préambule*).

La nécessité d'une telle approche intégrée a été soulignée en juin dernier lors de la septième réunion du Processus consultatif officiel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, qui s'est essentiellement penché sur les approches écosystémiques et les océans.

La réunion a mis en lumière les efforts entrepris pour assurer une gestion intégrée des activités humaines reposant sur les meilleures données scientifiques et sur le principe de précaution, de manière à permettre une utilisation durable des biens et des services et la préservation de l'écosystème. L'Union européenne appuie l'invitation que le projet de résolution général fait aux États d'examiner les éléments consensuels intéressant les approches écosystémiques et les océans proposés par le Processus consultatif et exposés dans le rapport de sa réunion.

Une action concrète, globale et opportune est nécessaire pour atteindre les résultats envisagés. Au sein de l'Union européenne, la Commission européenne a publié l'été dernier une communication sur une éventuelle politique maritime de l'Union. La communication présente dans leurs grandes lignes des idées qui peuvent être envisagées pour traiter les affaires maritimes de façon globale et intégrée. En outre, un processus de consultation, auquel toutes les parties prenantes peuvent participer, a été amorcé.

Dans diverses instances, l'Union européenne a exprimé ses profondes préoccupations en matière de protection et de préservation de la biodiversité marine, en particulier dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale. Devant les dommages alarmants causés à la biodiversité marine, il est indispensable que nous agissions sans retard. L'Union a soumis une proposition en vue d'élaborer un accord de mise en œuvre en conformité avec la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, concernant la protection et la préservation de la biodiversité marine. À la réunion du Processus consultatif officieux, en juin dernier, l'Union européenne a également présenté des éléments pouvant être inclus dans un tel accord.

À notre avis, la Convention sur le droit de la mer fournit le cadre requis pour examiner les avantages d'une approche intersectorielle intégrée de la protection de la biodiversité marine. Cela est particulièrement important dans la situation dans laquelle nous nous trouvons, c'est-à-dire en l'absence de tout autre instrument juridique international reconnu en vertu duquel nous pourrions adopter les mesures internationales fondamentales qui permettraient de protéger la biodiversité marine, telles que la création de zones marines protégées situées au-delà des limites de la juridiction nationale. De l'avis de l'Union européenne, un accord de mise en œuvre élaboré dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer contribuerait grandement à remplir

l'engagement pris au Sommet mondial pour le développement durable d'établir un réseau représentatif des zones marines protégées d'ici à 2012.

Compte tenu du caractère urgent de la conservation et de la gestion de la biodiversité, l'Union européenne propose que des mesures soient prises sans tarder pour organiser une conférence en vue d'élaborer cet accord de mise en œuvre en application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

L'Union européenne appuie la décision, présentée dans le projet de résolution général, de demander au Secrétaire général de convoquer une nouvelle réunion du Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée, créé par la résolution 59/24 de l'Assemblée générale, chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale. En février dernier, la première réunion du Groupe de travail s'est penchée sur plusieurs questions pertinentes, fournissant une base utile aux futurs débats. Cela étant, l'Union européenne s'inquiète du fait que la communauté internationale tarde à réagir.

L'Union européenne apprécie également le fait que le projet de résolution facilitera les délibérations du Groupe de travail en précisant les points sur lesquels le Groupe devra centrer son attention à sa prochaine réunion, chacun de ces points revêtant une importance évidente pour l'amélioration de la protection et de la préservation de la biodiversité marine.

L'Union européenne attache une importance particulière à l'alinéa e) du paragraphe 91 du projet de résolution. Le Groupe de travail devra examiner s'il existe, en ce qui concerne la conservation et l'exploitation durable de la biodiversité marine, des lacunes administratives et réglementaires dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale et, si tel est le cas, déterminer les moyens de les combler. L'Union européenne a examiné cette question au cours des dernières années et est arrivée à la conclusion que la meilleure façon de remédier aux lacunes administratives existantes consiste à élaborer un accord de mise en œuvre en conformité avec la Convention sur le droit de la mer. L'Union européenne est impatiente de partager ses idées et d'engager un dialogue constructif pour trouver des solutions efficaces et viables aux menaces qui pèsent sur la biodiversité marine au-delà des limites de la juridiction nationale.

Cette année marque un tournant dans les efforts que nous déployons en commun pour inciter les pays à adhérer à l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons de 1995 et pour renforcer sa mise en œuvre. La Conférence d'examen qui s'est tenue en mai dernier conformément à l'article 36 de l'Accord a formulé des recommandations énergiques conformément à son mandat, lesquelles ont été approuvées par tous les participants, qu'ils soient parties contractantes ou non. Au cœur de ces recommandations s'inscrit le rôle central que les organismes régionaux de gestion des pêches sont appelés à jouer dans la gestion des pêches en haute mer. L'Union européenne insiste particulièrement sur la nécessité de renforcer davantage les organismes existants et d'en créer d'urgence dans toutes les régions des océans du monde.

L'élimination des pratiques de pêche destructrices constitue un objectif que nous partageons tous. Nous avons pris à cet égard un engagement clair et explicite dans le contexte du Plan de mise en œuvre de Johannesburg. Le débat international sur cette question cruciale, y compris l'examen récent des progrès réalisés à la suite de l'appel lancé par l'Assemblée générale en 2004 en faveur d'une action urgente, a été animé et extrêmement instructif.

L'accord auquel nous sommes parvenus dans le cadre du projet de résolution de cette année est important, bien que l'Union européenne eût préféré un document plus énergétique. Il incombe désormais aux organismes régionaux de gestion des pêches et aux États, en ce qui concerne les navires battant leur pavillon, de considérer que la pêche qui a des retombées négatives sur les écosystèmes marins vulnérables doit être rigoureusement réglementée afin de prévenir ces conséquences ou interdite lorsqu'il n'est pas possible de les prévenir.

Les mesures prises à cette fin doivent être totalement transparentes et être soumises à un examen mutuel. Par ailleurs, des ressources supplémentaires devraient être allouées à l'amélioration de la recherche scientifique marine. Les États et les organismes régionaux de gestion des pêches doivent s'acquitter de manière responsable des tâches qu'ils se sont engagés à accomplir au titre du droit de la mer et être prêts à en rendre compte à la communauté internationale. La protection du milieu marin, et en particulier des écosystèmes marins vulnérables, est une responsabilité collective. L'Union européenne est déterminée à prendre rapidement des mesures, de concert avec ses

partenaires, pour assurer le suivi de ce dont l'Assemblée générale a convenu.

En conséquence, l'Union européenne réaffirme la nécessité impérieuse de prendre des mesures qualitatives pour appliquer et faire respecter les lois et pour lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée. Ce fléau continue de constituer un obstacle considérable à la viabilité de la pêche et à la conservation du milieu marin. L'Union européenne se félicite des recommandations faites en la matière par la Conférence d'examen de l'Accord des Nations Unies relatif aux stocks de poissons et de leur approbation par l'Assemblée générale, et elle espère qu'elles ouvriront la voie à une action décisive dans les mois à venir.

S'agissant des pêches, nous voudrions également saisir cette occasion pour remercier chaleureusement M<sup>me</sup> Holly Koehler, des États-Unis d'Amérique, d'avoir coordonné une fois de plus, avec compétence et patience, les consultations sur le projet de résolution relatif à la viabilité des pêches.

L'Union européenne note avec satisfaction plusieurs faits nouveaux positifs survenus au cours de l'année écoulée concernant le droit de la mer. Le projet de résolution général relève avec satisfaction, comme il se doit, que la Commission des limites du plateau continental a progressé dans ses travaux. Comme la charge de travail de la Commission croît, il faut absolument s'assurer que celle-ci puisse continuer de s'acquitter efficacement de ses fonctions tout en maintenant un niveau élevé de compétence.

Le contrat signé en juillet 2006 entre l'Allemagne et l'Autorité internationale des fonds marins concernant l'exploration des modules polymétalliques dans une zone de l'océan Pacifique constitue un jalon important dans les activités de l'Autorité, car il s'agit là de la première application d'un plan de travail depuis l'entrée en vigueur de la Convention et les premières demandes présentées par les investisseurs pionniers.

Le projet de résolution prend également acte de la première réunion du Groupe directeur spécial sur « l'évaluation des évaluations » lancée à titre d'étape préparatoire de l'établissement du mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques. Comme nous l'avons dit, l'Union européenne considère que cette évaluation est un moyen important permettant d'améliorer la coopération entre les institutions du système des Nations Unies et d'autres organes. Nous pensons

également qu'elle constitue une bonne base pour l'amélioration des politiques relatives aux océans.

L'Union européenne reconnaît l'importance des travaux réalisés au sein de diverses instances, dont l'Organisation maritime internationale et le Bureau international du Travail, comme cela est indiqué dans la section VIII du projet de résolution d'ensemble, au sujet de la sûreté et de la sécurité maritimes et de l'application des normes en vigueur par l'État du pavillon.

Dans ce contexte, l'Union européenne tient également à souligner l'importance du principe de la liberté de navigation et des droits de passage inoffensif et de passage en transit conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. À ce propos, l'Union européenne réaffirme son opinion selon laquelle les lois et les règlements adoptés par les États riverains de détroits concernant le passage en transit par les détroits servant à la navigation internationale, conformément à la Convention, ne doivent entraîner aucune discrimination de droit ou de fait entre les navires étrangers, ni leur application avoir pour effet d'empêcher, de restreindre ou d'entraver l'exercice du droit de passage en transit. En outre, l'Union européenne tient à souligner que l'État du port doit exercer sa souveraineté dans la gestion de ses ports d'une manière non discriminatoire et conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et aux autres dispositions pertinentes du droit international.

Tous les membres de la communauté internationale doivent pouvoir profiter pleinement des régimes juridiques applicables à l'utilisation des océans. Dans la pratique cependant, cette possibilité n'existe pas toujours en raison du manque de ressources permettant de tirer effectivement partie de ces régimes. Dans le projet de résolution d'ensemble, l'aide et l'appui aux États en développement reçoivent une attention bien méritée, l'objectif étant notamment de mieux intégrer un développement maritime durable et effectif aux politiques et les programmes nationaux. L'Union européenne accorde une grande importance à la possibilité pour tous les États de participer pleinement à l'application des règles et des principes du droit de la mer.

Nous voudrions souligner également qu'il demeure nécessaire d'être mieux informés sur le milieu marin et ses écosystèmes vulnérables et de mieux les comprendre. Dans ce contexte, le Processus consultatif

officieux a un rôle important à jouer. Nous prenons acte du compromis intervenu sur les thèmes qui seront examinés au cours des prochaines années, à savoir deux groupes de questions importantes : les ressources génétiques marines en 2007, et la sûreté et la sécurité maritimes en 2008. En même temps, nous reconnaissons que le fonctionnement du Processus consultatif continue d'appeler des améliorations. Un programme surchargé de groupes d'experts et de consultations n'est peut-être pas le meilleur moyen d'atteindre les objectifs ambitieux qui ont été fixés.

En conclusion, nous souhaitons remercier le Secrétariat et la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du professionnalisme dont ils ont fait montre au cours de l'année écoulée, en particulier pour ce qui est de l'établissement du rapport annuel sur les océans et le droit de la mer, qui s'est avéré précieux pour les débats sur le droit de la mer. Nous présentons également tous nos vœux à nos collègues de la Division qui vont bientôt prendre leur retraite, notamment son directeur, M. Vladimir Golitsyn.

**M. Beck** (Palaos) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des membres du Forum des îles du Pacifique représentés à l'ONU, à savoir l'Australie, Fidji, Kiribati, la République des Îles Marshall, les États fédérés de Micronésie, Nauru, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Samoa, les Îles Salomon, Tonga, Tuvalu et Vanuatu, ainsi que mon propre pays, les Palaos.

Le Forum des îles du Pacifique couvre une région qui rassemble des États très divers. En tant que groupe, nous avons la chance d'être dotés d'une immense mosaïque d'espaces océaniques et d'une grande richesse de ressources marines. L'océan et ses ressources sont vitaux pour la survie même de notre région et, en tant que gardiens de ce patrimoine, nous avons tous pour objectif d'en assurer la conservation et la gestion durables.

Les dirigeants des nations du Forum des îles du Pacifique se sont réunis à Nadi, à Fidji, en octobre dernier et ont conclu un accord historique par lequel ils se sont engagés à protéger notre océan et ses ressources. Certains membres de l'Assemblée se rappelleront peut-être que nos dirigeants s'étaient réunis de la même manière en 1989, à Tarawa, à Kiribati, pour demander à la communauté internationale d'interdire la pêche hauturière au grand filet dérivant dans le Pacifique Sud. La Déclaration de Nadi adoptée par nos dirigeants engage les nations du

Forum des îles du Pacifique à « appuyer l'action internationale engagée pour interdire immédiatement et à titre conservatoire, les pratiques de pêche destructrices, et notamment le chalutage de fond en haute mer » dans les zones situées au-delà des juridictions nationales, et à préconiser l'application de mesures appropriées de préservation et de gestion face aux pratiques de pêche destructrices dans les autres zones de haute mer.

Nos dirigeants ont estimé qu'il fallait agir d'urgence contre les pratiques de pêche destructrices car ces dernières mettent en péril la préservation et la gestion durable de la diversité biologique marine, si fondamentale pour notre mode de vie.

Les consultations qui ont eu lieu cette année sur le projet de résolution relatif à la viabilité des pêches (A/61/L.38) ont été axées surtout sur la question des pratiques de pêche, notamment le chalutage de fond, qui ont des effets néfastes sur les écosystèmes marins vulnérables. Les pays qui pratiquent une pêche responsable comprennent que nous devons mettre fin aux pratiques de pêche, tel le chalutage de fond, qui détruisent les écosystèmes marins vulnérables, et nombre d'entre eux ont pris des mesures pour limiter ces pratiques dans leurs eaux territoriales. À cet égard, nous prenons note du fait que l'excellent rapport présenté par le Secrétaire général cette année indique que l'on estime que 95 % des dégâts causés aux écosystèmes des monts sous-marins de part le monde sont le résultat du chalutage de fond, qui est généralement pratiqué autour des zones où les poissons se rassemblent pour se nourrir et frayer, et qu'au moins en ce qui concerne les eaux internationales, cette pratique reste très peu réglementée, voire pas du tout.

Je voudrais répéter ce chiffre : 95 % des dégâts causés aux écosystèmes des monts sous-marins dans le monde sont le résultat du chalutage de fond. C'est pourquoi nous nous félicitons du projet de résolution sur la viabilité des pêches, qui constitue un progrès important dans les efforts déployés au plan international pour réglementer le chalutage de fond dans les eaux internationales. Comme les mesures d'urgence préconisées il y a deux ans pour régler le problème des pêches n'ont eu que des effets très limités en ce qui concerne les eaux internationales, il était impératif que l'Assemblée générale décide de renforcer considérablement ses appels à l'action.

Nous nous réjouissons de voir que les organismes régionaux de gestion des pêches existants ou

actuellement mis en place disposent désormais de lignes d'action claires pour réglementer les pratiques de pêche de fond ayant une incidence néfaste sur les écosystèmes marins vulnérables. Cette année, le projet de résolution va bien au-delà de celui adopté en 2004, puisqu'il énonce clairement les règles de gestion des activités de pêche dans les fonds marins et de leur impact sur les écosystèmes marins vulnérables. Il vise directement à empêcher tout effet néfaste majeur en protégeant les écosystèmes marins vulnérables des pêches destructrices. L'adoption par les organismes régionaux de gestion des pêches de l'éventail de mesures solides préconisées au paragraphe 83 devrait permettre de réduire considérablement les activités de pêche destructrices en haute mer.

Nous nous félicitons également de l'appel lancé au paragraphe 85 pour que les États participant à des négociations sur l'établissement d'une organisation régionale de gestion de la pêche adoptent et appliquent d'ici à décembre 2007 des mesures provisoires s'inscrivant dans l'esprit de celles énumérées au paragraphe 83. Les pays du Pacifique et ceux qui participent aux négociations sur la conclusion d'un accord régional de gestion des pêches dans le Pacifique Sud vont d'ailleurs s'atteler à cette tâche. Il est regrettable que certains pays n'aient pas été disposés à adopter des mesures provisoires lors de la réunion de l'Organisation régionale de gestion de la pêche dans le Pacifique-Sud qui a eu lieu en novembre à Hobart, en Australie. Nous espérons sincèrement que grâce à l'élan donné par le projet de résolution, de telles mesures pourront être adoptées lors de la prochaine réunion, qui doit se tenir au Chili en avril 2007.

À la lumière des engagements pris dans la Déclaration de Nadi, l'aspect le plus décevant du projet de résolution sur la viabilité des pêches pour les pays du Pacifique concerne les mesures relatives à la pêche de fond dans les zones non réglementées situées en haute mer. Conformément au mandat de la Déclaration de Nadi, les pays du Forum ont vigoureusement plaidé en faveur de l'interdiction provisoire immédiate du chalutage de fond dans les zones non réglementées.

Nous sommes très déçus que certains États n'aient pas accepté d'appuyer cette démarche. Nous estimons qu'une interdiction provisoire aurait constitué le moyen le plus clair et le plus efficace de faire face aux incidences de la pêche de fond dans les zones où aucune mesure multilatérale n'est en place, ni même envisagée. Une interdiction provisoire aurait encouragé davantage la mise en place de nouvelles organisations

régionales de gestion de la pêche dans les zones non réglementées. Nous avons été encore plus déçus qu'un petit nombre d'États refuse même d'envisager un gel du développement de la pêche de fond dans les eaux non réglementées à partir des niveaux existants. Nous pensons que cette attitude est contraire à l'objectif et à l'esprit de nombre des mesures convenues par ailleurs dans le projet de résolution de cette année.

Nous reconnaissons toutefois l'importance capitale du paragraphe 86 du projet, dont il ressort clairement qu'il est nécessaire de prendre des mesures pour contrôler la pêche de fond dans toutes les zones situées dans les eaux internationales, y compris les zones non réglementées, et qu'il est inacceptable de ne rien faire. Aux termes du projet de résolution, la pêche de fond dans les zones non réglementées doit être soit soumise à des mesures de la part de l'État du pavillon, telles que celles énumérées en détail au paragraphe 83 en vue de prévenir la destruction des écosystèmes marins vulnérables, soit tout simplement interdite.

Il est également très important de noter que les États doivent rendre publiques, par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la liste des navires battant leur pavillon autorisés à pratiquer la pêche de fond dans des zones situées au-delà de leur juridiction nationale, ainsi que les mesures qu'ils ont prises conformément au paragraphe 86 du projet de résolution. L'adéquation de ces mesures et l'étendue de leur application par les États seront, bien entendu, des éléments clefs dans les discussions en cours et nous continuerons d'examiner de très près cette question.

Nous aurions préféré que des mesures plus fermes soient prises concernant les zones non réglementées, comme une interdiction provisoire immédiate, en faveur de laquelle nous avons plaidé. Toutefois, les pays du Forum des îles du Pacifique reconnaissent que ce train de mesures représente une avancée importante par rapport au statu quo. Nous reconnaissons également que les États, sous l'excellente direction des coordonnateurs, ont travaillé d'arrache-pied pour parvenir au consensus et que le projet de résolution de cette année traduit l'engagement collectif de la communauté internationale et de tous les pays, qu'ils pratiquent ou non la pêche.

Cependant, nous savons tous qu'à titre individuel, les États peuvent faire davantage encore. Nous demandons instamment aux États du pavillon, notamment, de veiller à ce que leurs navires et leurs

ressortissants pratiquent une pêche responsable et conforme aux mesures de préservation et de gestion, en particulier celles visées au paragraphe 86 du texte de cette année.

La communauté internationale devra faire preuve de vigilance et de discipline, aux plans tant individuel que collectif, pour appliquer les dispositions dont nous décidons aujourd'hui. Les pays membres du Forum seront en première ligne et nous espérons que les autres se montreront également résolus à relever ce défi et à honorer leurs responsabilités.

Pour ces raisons, les membres du Forum sont prêts à se prononcer en faveur de ce projet de résolution qui, selon eux, permettra à la communauté internationale d'avancer sur la voie d'une pêche responsable et de la protection de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale.

**M<sup>me</sup> Negm** (Égypte) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord exprimer la reconnaissance de la délégation égyptienne au Secrétaire général et à la Division des affaires maritimes et du droit de la mer pour les précieux rapports qu'ils nous ont présentés au titre des points de notre ordre du jour concernant les océans et le droit de la mer (A/61/63) et la viabilité des pêches et les écosystèmes marins (A/61/154).

La délégation égyptienne attache une grande importance à l'application du droit de la mer, en particulier la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, qui constitue selon nous le socle d'un système international de gestion intégrée des mers. Non seulement ce système porte sur la démarcation des zones maritimes et des juridictions nationales des États côtiers mais, en outre, sert de fondement au principe d'une gestion intégrée des océans répondant aux intérêts de tous les États sans exception.

À cet égard, la délégation égyptienne demeure préoccupée par le fait que les mesures adoptées jusqu'à présent par la communauté internationale pour protéger les écosystèmes marins et veiller à leur développement durable sont insuffisantes.

En ce qui concerne les pratiques de pêche, la délégation égyptienne réaffirme qu'il est dangereux de laisser de vastes étendues d'océan et de mer exposées à toutes sortes de pratiques de pêche illégales, comme la surpêche, la pêche non déclarée et non réglementée et, surtout, la pêche au chalut de fond ainsi que l'utilisation de palangres et de filets à mailles de fond, pratiques qui endommagent tous les habitats coralliens.

Il s'agit pour nous d'un problème urgent auquel il importe de s'attaquer sans tarder.

À ce propos, les technologies modernes pourraient contribuer à améliorer l'état des écosystèmes marins si elles étaient utilisées pour la pêche et la cartographie des fonds marins au lieu de servir à la surpêche, qui compromet la viabilité des stocks de poissons et risque d'appauvrir les stocks exploités et les espèces associées, en particulier à l'intérieur et autour des habitats des fonds marins, comme les monts sous-marins, les coraux en eau froide et les fossés. Outre qu'elles modifient le fonctionnement des écosystèmes marins, ces pratiques illégales menacent de conduire à l'extinction des poissons d'ici à 40 ans.

Voilà pourquoi la délégation égyptienne espérait que le nouveau projet de résolution contiendrait une interdiction provisoire et immédiate de la pêche non réglementée en haute mer, au-delà des limites des zones côtières relevant de la juridiction nationale.

La dégradation constante des écosystèmes marins est un problème grave auquel nous attachons une très grande importance, surtout en ce qui concerne la pollution due au déversement d'hydrocarbures, à l'immersion de déchets, aux rayonnements provoqués par l'immersion de déchets radioactifs ainsi qu'à la présence de substances toxiques et dangereuses dans les mers et les océans.

Nous notons à ce sujet que le régime juridique en vigueur et les mesures adoptées à ce jour par les États ne suffisent pas pour protéger les stocks de poissons de la surexploitation, qui dépasse leur aptitude naturelle à se reconstituer; de même que sont insuffisants les efforts engagés à l'échelon international en application des recommandations de différentes études pour prévenir la dégradation constante des écosystèmes marins, notamment en ce qui concerne les stocks de poissons existants.

La délégation égyptienne continue d'éprouver des réserves au sujet de plusieurs dispositions de l'Accord relatif aux stocks de poissons de 1995, à savoir les articles 21 et 22, qui ont trait aux procédures d'arraisonnement et d'inspection des navires de pêche battant le pavillon d'un État autre que celui du navire d'arraisonnement. Nous sommes préoccupés aussi par les effets négatifs de l'application de l'Accord et par le risque que ses dispositions portent atteinte aux droits, aux obligations et aux intérêts des États côtiers conformément à la Convention des Nations Unies de 1982 sur le droit de la mer. Cela vaut en particulier

pour l'article 7 de l'Accord, qui pourrait conduire à l'imposition de mesures empiétant sur les droits souverains des États côtiers.

Pour terminer, ma délégation salue la décision de consacrer, en 2007, les travaux du processus consultatif officieux à la question des ressources génétiques marines dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale. L'Égypte attache également une grande importance à la question de la sécurité maritime. Cependant, nous réaffirmons qu'il faut éviter de répéter inutilement les travaux menés au sein d'autres instances internationales afin de ne pas gaspiller du temps, des efforts et des ressources. À cet égard, nous relevons à nouveau que le Protocole à la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime qui a été adopté en octobre 2005 par l'Organisation maritime internationale traite des questions ayant trait au transport illégal de matières radioactives, d'armes de destruction massive et d'autres matières dangereuses susceptibles de compromettre la sécurité maritime.

Nous proposons donc qu'en 2008, les travaux sur la sécurité maritime aient principalement pour objet de renforcer les capacités des États en développement de s'acquitter des obligations leur incombant en vertu des conventions existantes. Il pourrait s'agir, notamment, de les aider à actualiser leurs systèmes de collecte d'informations et à élaborer des bases de données leur permettant d'identifier la nature des cargaisons transportées par les navires qui battent leur pavillon. Les travaux pourraient également porter sur la manière d'aider les États côtiers à prendre les dispositions requises pour protéger leurs ports grâce au renforcement des moyens d'inspection des cargaisons en partance, à l'arrivée ou en transit. Il faudrait également étudier les mesures qui permettraient de lutter efficacement contre la piraterie et les attaques à main armée dont sont victimes les navires en haute mer, sans qu'il en résulte de nouvelles obligations qui soient susceptibles de surcharger les États en développement ou qui soient plus contraignantes que celles déjà prévues par les instruments et les normes du droit international déjà existants.

**M<sup>me</sup> Picco** (Monaco) : Comme lors des sessions précédentes, la Principauté de Monaco s'est portée coauteur des deux projets de résolution soumis à l'Assemblée générale (A/61/L.30 et A/61/L.38). Ces textes s'étoffent au fil des années, témoins de l'attention accrue que les États Membres portent à la question des océans et des mers. La reconnaissance de



l'importance biologique des océans, qui recouvrent 70 % de la surface de la terre et représentent 97 % de ses ressources en eau, et la reconnaissance de la fragilité des écosystèmes marins sont fondamentales et doivent guider toute action de recherche et de préservation du milieu marin.

S. A. S. le Prince Albert II a créé une Fondation pour l'environnement et le développement durable dont l'un des champs d'intervention est la biodiversité. Un comité scientifique et technique composé d'experts assure le choix des projets présentés dans les domaines de l'innovation technique, le développement d'activités, les biotechnologies, la recherche et les études. Nous accueillons donc avec une particulière satisfaction le regroupement des dispositions relatives à la biodiversité marine sous un chapitre spécifique et étoffé du projet de résolution A/61/L.30.

En effet, la réunion, en février 2006, du Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la diversité biologique marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale a notamment mis en exergue la nécessité d'une coopération et d'une coordination accrues ainsi que l'importance des données scientifiques.

À l'occasion de la réunion du Groupe de travail en 2008 et sur la base du rapport du Secrétaire général qui sera préparé pour la prochaine session, il nous sera possible d'évaluer à nouveau l'intérêt d'un instrument juridique placé sous l'égide de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, qui serait spécifique à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale.

Je me permets de rappeler à cette occasion que la Principauté poursuit ses actions en faveur de la diversité biologique marine méditerranéenne, en participant activement à la gestion de l'accord franco-italo-monégasque portant création du sanctuaire « Pelagos » pour les mammifères marins, dont elle assure la présidence du Comité scientifique et technique. Cette vaste aire protégée est la seule aire transnationale qui, actuellement, recouvre une zone de haute mer.

La Principauté participe également depuis plusieurs années aux activités du Secrétariat du Corredor Biológico Marino del Pacífico Este Tropical, qui regroupe le Costa Rica, le Panama, la Colombie et l'Équateur, et aux travaux du Comité technique, au sein

duquel elle apporte son expertise en matière de gestion des aires marines protégées et de la biodiversité marine. Cette coopération a notamment permis la tenue de la réunion du Comité scientifique à Panama, en août 2006, lequel s'est penché sur l'écotourisme et la mise en place d'un réseau d'experts touristiques des quatre pays participant au Corredor.

Le Comité scientifique de l'Accord sur la conservation des cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone atlantique adjacente (ACCOBAMS), qui s'est réuni il y a un mois à Monaco, a décidé de soumettre à la troisième réunion des Parties, qui se tiendra en 2007 en Croatie, les propositions suivantes : des mesures visant à l'atténuation des nuisances sonores; des actions de conservation pour les espèces en danger de la mer Noire et pour le dauphin commun de la Méditerranée; des mesures d'atténuation des collisions entre les bateaux et les cétacés, ainsi que le renforcement d'un réseau de surveillance des échouages dans l'aire ACCOBAMS. Par ailleurs, les États Parties à l'ACCOBAMS ont décidé d'établir une base conjointe de données sur le suivi des cétacés avec la Commission internationale pour l'exploration scientifique de la Méditerranée (CIESM) et Pelagos, dans le but de créer une synergie entre les actions de ces trois organisations.

Comme les membres le savent, cette année a été célébrée la première Journée mondiale de l'hydrographie. La coopération de l'Organisation hydrographique internationale (OHI) avec les États Membres et les organisations du système des Nations Unies continue de se développer, et nous nous en réjouissons. L'Assemblée générale souhaite voir s'intensifier l'action menée pour doter de capacités les pays en développement. Si le rôle de la cartographie marine est prépondérant pour l'industrie maritime en ce qui concerne la sécurité en mer, elle fournit aussi des données et des informations utiles à une exploitation durable de la pêche et à la protection de l'environnement marin.

En 2007, l'OHI envisage de retenir comme thème de la Journée mondiale de l'hydrographie « Les cartes électroniques de navigation : un élément essentiel pour la sécurité et l'exploitation rationnelle de la mer ». Nous invitons les États à se rapprocher de cette institution pour faire de cette journée un succès.

Depuis plus de 20 ans, l'Institut du droit économique de la mer (INDEMER) consacre ses activités à une diffusion plus large de cette branche du

droit. L'an prochain, il organisera, à Paris, un colloque sur le thème du pavillon et un autre, à Monaco, sur le patrimoine maritime méditerranéen, où seront débattues les questions de l'aménagement du littoral, de la restauration de zones archéologiques côtières et de la création de parcs naturels dans une perspective de développement durable.

Enfin, l'INDEMER accueillera une réunion d'experts gouvernementaux afin de poursuivre la mise en place de lignes directrices concernant l'impact environnemental de la navigation de plaisance en Méditerranée dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles additionnels, avec le soutien de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer.

Pour terminer, je souhaite remercier la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, ainsi que nos collègues Holly Koehler et Carlos Duarte, qui ont conduit les consultations sur les projets que nous allons adopter et qui guideront nos travaux dans l'année à venir.

**M. Niño** (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : La République bolivarienne du Venezuela voudrait faire la présente déclaration à propos du point 71 de l'ordre du jour, relatif aux océans et au droit de la mer, et en particulier de ses alinéas a) (Les océans et le droit de la mer) et b) (La viabilité des pêches).

Ma délégation accorde une importance particulière à la question des océans et du droit de la mer, étant donné qu'elle constitue un sujet prioritaire pour notre pays en raison, notamment, de notre situation géographique, de notre préoccupation pour la préservation des écosystèmes marins et de notre volonté de respecter strictement le droit international.

Lorsqu'elle a adopté sa résolution 60/30, après sa résolution 59/24, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de convoquer, en février 2006, à New York, une réunion du Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale; cette décision témoigne de la préoccupation qu'éprouve la communauté internationale face à la dégradation constante des vastes écosystèmes marins.

Reconnaissant l'importance et la portée de cette question, le Venezuela a participé activement à cette

réunion du Groupe de travail et a signalé à cette occasion que cette question est examinée par le mécanisme établi par la Convention sur la diversité biologique, en particulier depuis que la Conférence des Parties a adopté en 1995 le Mandat de Jakarta sur la conservation et l'utilisation durable des éléments constitutifs de la diversité biologique côtière et marine, conformément à sa décision II/10 de 1995. Par la suite, en vertu de l'annexe I à sa décision VII/5, elle a adopté en 2004 le programme de travail détaillé sur la diversité biologique côtière et marine. De même, à sa huitième réunion, qui a eu lieu à Curitiba, au Brésil, en mars 2006, la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique a reconnu, par sa décision XIII/24, le rôle clef de la Convention à cet égard. C'est pourquoi ma délégation est convaincue du rôle décisif de la Convention sur la diversité biologique en tant que cadre juridique devant régir les travaux futurs, ainsi qu'en tant qu'instrument fournissant les éléments nécessaires à l'Assemblée générale de cette Organisation universelle.

Lors des consultations informelles concernant le projet de résolution sur cette question (A/61/L.30), nous avons insisté sur l'importance qu'il y avait à reconnaître le rôle de la Convention. Nous sommes heureux que le projet de résolution qui sera bientôt adopté contienne explicitement un chapitre sur cette question et qu'en outre, il se fasse l'écho des préoccupations des États qui ne sont pas parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Dans ce contexte, nous tenons à réitérer que, comme nous l'avons signalé lors de la réunion du Groupe de travail qui a eu lieu en février 2006 à New York et lors des consultations informelles qui viennent de s'achever, les raisons qui ont empêché le Venezuela d'être partie à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer persistent toujours. Au-delà de ce contexte international, au niveau national, la République bolivarienne du Venezuela a transposé le droit international, notamment par la loi organique relative aux espaces aquatiques et insulaires, la loi relative à la pêche et à l'agriculture et le décret-loi sur les zones côtières.

L'additif au rapport du Secrétaire général (A/61/63/Add.1), au chapitre relatif à la diversité biologique marine, signale, faisant référence au résumé des grandes lignes du débat dressé par les coprésidents, que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer établit le cadre juridique qui doit régir la question. Cette affirmation, à notre avis, ne reflète pas le débat

qui a eu lieu. Au contraire, de nombreuses délégations ont souligné le rôle clé et pertinent de la Convention. En outre, la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer ne contient aucun régime réglementaire exprès sur cette question. C'est pourquoi le Venezuela approuve ce qui est dit au paragraphe 146 du rapport du Secrétaire général, qui indique notamment que la Convention sur la diversité biologique a un rôle déterminant à jouer dans le cadre des travaux de l'Organisation en la matière, du fait de sa large portée en tant qu'instrument réglementant la conservation et l'utilisation de la diversité biologique sous tous ses aspects.

Le Venezuela attache une haute priorité à la question de la viabilité des pêches. Nous avons pris des initiatives visant à promouvoir et à mettre en œuvre des programmes de conservation, de protection et de gestion des ressources hydrobiologiques dans le cadre de notre législation nationale, en particulier de la loi sur la pêche et l'agriculture.

Un autre aspect important de la législation vénézuélienne qu'il convient de souligner a trait à la réglementation de la pêche au chalut de fond, qui prévoit un régime de sanctions en cas de non-respect des mesures de conservation et de gestion.

Enfin, nous voudrions saisir cette occasion d'exprimer nos plus vifs remerciements au Ministre Carlos Duarte, du Brésil, pour l'excellent travail qu'il a réalisé en sa qualité de coordonnateur des consultations officielles. Nous tenons également à remercier toutes les délégations d'avoir pris part aux négociations menées dans le cadre de ces consultations et d'avoir compris tous les arguments formulés par ma délégation. Nous remercions en particulier nos frères et nos sœurs du Groupe des 77, ainsi que la Finlande, porte-parole de l'Union européenne. C'est là une nouvelle preuve que c'est grâce aux négociations, à la somme des volontés et à la compréhension des diverses positions que l'on peut parvenir à un consensus. Le Chapitre X du projet de résolution sur les océans et le droit de la mer est une preuve tangible de la validité et de la pertinence de l'ONU, instance universelle par excellence de négociations multilatérales.

**M<sup>me</sup> Ebrahim** (Koweït) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Secrétaire général de son important rapport intitulé « Les océans et le droit de la mer » (A/61/63 et Add.1). On y trouve un aperçu complet de l'évolution de la situation concernant les océans et le droit de la mer, ainsi que des informations importantes sur les faits nouveaux

relatifs à l'application de la Convention et aux travaux de l'Organisation et de ses institutions spécialisées dans le domaine des océans et du droit de la mer aux niveaux régional et international. Ce rapport constitue une solide base de travail pour l'Assemblée générale.

L'État du Koweït se félicite de l'accroissement du nombre d'États qui ont adhéré à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer – 149 à ce jour. Nous engageons instamment les États qui n'ont pas adhéré à la Convention à le faire afin d'en promouvoir l'universalité et de renforcer la paix et la sécurité ainsi que la coopération entre tous les États sur la base de l'égalité des droits et de la justice, conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies.

Nous saluons les progrès réalisés dans le contexte de toutes les activités convenues dans la Convention, en particulier pour ce qui est de l'Autorité internationale des fonds marins, du Tribunal international du droit de la mer et de la Commission des limites du plateau continental. Nous tenons à réaffirmer l'importance de la mise en œuvre intégrale des dispositions de la Convention en tant que cadre juridique convenu pour une utilisation pacifique des océans et des mers.

Nous croyons que le renforcement des capacités maritimes et le transfert de technologies sont des éléments essentiels qui permettront aux pays en développement de jouer un rôle plus efficace dans la gestion et la préservation des ressources marines et de tirer profit du développement durable des océans et des mers. Nous saluons les efforts de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, qui a offert des cours de formation au personnel technique et de gestion d'États côtiers en développement.

La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer renouvelle le cadre juridique dans lequel doivent être entreprises toutes les activités relatives aux océans et aux mers. Elle définit les limites des eaux territoriales, les juridictions nationales et les limites du plateau continental. Elle garantit également la liberté de navigation au-delà des eaux territoriales et les droits de passage dans les eaux territoriales et les détroits internationaux. En outre, elle favorise des relations d'amitié et la coopération entre tous les États.

Le caractère intégré de la Convention forme la base de l'état de droit pour les océans et les mers. L'État du Koweït réitère donc la nécessité de renforcer la coopération et la coordination à tous les niveaux, conformément aux dispositions de la Convention des

Nations Unies sur le droit de la mer, afin d'aborder de manière intégrée tous les aspects des questions liées aux mers et aux océans. Nous appelons également à la gestion intégrée et à la mise en valeur durable des océans et des mers.

La protection des écosystèmes marins et la préservation des ressources naturelles sont de la plus haute importance. Nous devons donc adopter une approche plus intégrée et continuer à envisager et à renforcer des mesures visant à intensifier la coopération et la coordination dans le domaine de la préservation de la diversité biologique marine, laquelle est vulnérable au changement climatique ou aux phénomènes naturels ou provoqués par l'homme.

Dans le cadre de ces efforts, nous ne devons pas oublier non plus les recommandations du Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg, qui appelle à la préservation de la productivité et de la diversité biologique des régions marines et côtières vulnérables à l'intérieur des juridictions nationales et au-delà. En outre, nous devons renoncer à toutes les pratiques nuisibles des navires qui utilisent du matériel de pêche destructeur ayant des effets négatifs sur les écosystèmes marins. Nous nous associons également aux autres délégations qui appellent à l'adoption de mesures internationalement contraignantes visant à prévenir les activités de pêche illégales.

L'État du Koweït juge très importantes les questions relatives aux océans et au droit de la mer. C'est pourquoi il a adhéré à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer en 1986 et à plusieurs autres accords, notamment l'Accord de 2002 relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Le Koweït est également partie au Protocole concernant la pollution du milieu marin résultant de la prospection et de l'exploitation du plateau continental.

Le Koweït compte adhérer très bientôt à l'Accord relatif à la conservation et à la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs et aux instruments connexes.

Je tiens à noter ici que le Koweït est le pays d'accueil de l'Organisation régionale pour la protection du milieu marin, établie en 1978 par la Convention régionale pour la coopération en vue de la protection du milieu marin contre la pollution, dont l'objectif est de conserver les ressources et les écosystèmes marins et de les protéger contre la pollution. L'Accord vise à

coordonner les efforts de préservation des ressources et de la biodiversité marines déployés par les États arabes du Golfe. Le Koweït met également en œuvre, conjointement avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, des programmes de protection de la biodiversité marine.

Pour terminer, ma délégation voudrait redire qu'elle est prête à s'engager dans des efforts collectifs visant à améliorer les conditions de vie de tous les peuples grâce à la préservation et à la meilleure utilisation possible des ressources marines, de sorte que tous les pays puissent profiter d'une biodiversité durable.

**M. Sen** (Inde) (*parle en anglais*) : Ma délégation tient tout d'abord à remercier le Secrétaire général de ses rapports très complets sur les océans et le droit de la mer.

Le rapport de cette année (A/61/63 et Add.1) contient des informations fort utiles sur les questions et les faits nouveaux liés aux approches écosystémiques et à la gestion des océans, qui ont servi de base aux délibérations de la septième réunion du Processus consultatif officiel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer. Le texte adopté lors de cette réunion a reconnu que, par sa nature même, l'approche écosystémique ne pouvait pas facilement donner lieu à des mesures contraignantes à l'emporte-pièce. Ce texte contient plusieurs chapitres sur les principes qui doivent présider à l'application d'une approche écosystémique, ses possibles éléments constitutifs et l'amélioration de sa mise en œuvre. À cet égard, il faudra également tenir dûment compte de questions comme le renforcement des capacités et le transfert de technologies et prendre plus largement en considération l'expérience qu'ont acquise les pays en développement dans la mise en œuvre des approches écosystémiques de la gestion des océans.

La question des approches écosystémiques et des océans soulève une série de problèmes qui appellent un examen multidisciplinaire. Les approches écosystémiques reposent sur une démarche scientifique, et chacun sait que la compréhension scientifique des écosystèmes océaniques est encore très limitée aujourd'hui. En outre, la composition et le fonctionnement des divers écosystèmes et les pressions auxquelles ils sont soumis varient selon la région, ce qui rend la tâche encore plus coûteuse et complexe. Dans les zones où les écosystèmes s'étendent sur plusieurs frontières géographiques, il peut s'avérer nécessaire, comme

l'indique le rapport du Secrétaire général, que les États travaillent dans le cadre d'une coopération bilatérale voire régionale.

Par ailleurs, il a été prouvé qu'aucune de ces approches ne peut être rigide. Compte tenu des changements qui peuvent intervenir sur les plans spatial et temporel, elles doivent impérativement pouvoir faire preuve de souplesse et de capacités d'adaptation. Il est essentiel, dans ce contexte, d'élaborer des approches capables de concilier de multiples objectifs, d'assurer la participation des diverses parties prenantes et de répondre à des intérêts différents. Il reste donc indispensable de continuer d'appliquer le principe de précaution dans ce domaine.

Nous avons désormais la preuve indéniable qu'un certain type de recherches scientifiques de caractère intrusif peut mettre en péril l'écosystème et les espèces fragiles des grands fonds marins. La recherche scientifique marine qui a pour but d'explorer la biodiversité afin d'y trouver des ressources génétiques et biochimiques pouvant être commercialisées, c'est-à-dire la bioprospection, relève parfois de cette catégorie. Nous estimons que les principes généraux de la recherche scientifique marine, à savoir ceux énoncés aux articles 140, paragraphe 1, et 241 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer devraient donc également s'appliquer à la bioprospection. La relation symbiotique qui existe entre la biodiversité des fonds marins et son écosystème signifie que la totalité des ressources des fonds marins, biologiques ou non biologiques, fait partie du patrimoine commun de l'humanité. Notre tâche aujourd'hui est donc d'identifier les risques qui pèsent sur ce patrimoine commun et de nous entendre sur un cadre juridique solide règlementant la préservation et la gestion de la biodiversité ainsi que l'utilisation des ressources biologiques et biogénétiques des grands fonds marins et de leur sous-sol.

Nous ne nous opposons pas à la recherche, dans les limites de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, de nouvelles approches pour promouvoir la coopération internationale en vue de préserver et d'utiliser de manière durable les ressources biologiques de la haute mer et de partager les avantages des ressources se trouvant dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale. Toutefois, la participation des pays en développement à l'élaboration de ces nouvelles approches dépend pour une très large part des informations scientifiques auxquelles ils ont accès. Il est donc fondamental de

promouvoir les flux de données et d'informations scientifiques et de transférer les connaissances issues de la recherche scientifique marine, en particulier vers les États en développement. Nous nous félicitons de constater que cette année, la huitième réunion du Processus consultatif officieux centrera ses discussions sur la question des ressources génétiques marines.

Nous accueillons avec satisfaction les préparatifs du lancement de la première phase de l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin et la tenue de la première réunion du groupe directeur spécial présidé par le Mexique et l'Australie. Nous considérons l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin comme un instrument important pour permettre une meilleure coordination et une plus grande coopération entre les divers organismes des Nations Unies et les institutions compétentes afin d'intégrer les données et les informations scientifiques et techniques existantes et d'identifier les lacunes en la matière.

En ce qui concerne la navigation maritime, nous voudrions exprimer notre préoccupation devant les actes de piraterie et d'attaques à main armée commis en mer. À cet égard, nous nous félicitons des efforts régionaux visant à établir des mécanismes de coopération sur la sûreté de la navigation et la protection de l'environnement. Nous nous réjouissons tout particulièrement de l'entrée en vigueur, le 4 septembre 2006, de l'Accord de coopération régionale de lutte contre la piraterie et les vols à main armée commis contre les navires en Asie, ainsi que du lancement de son centre de partage de l'information.

Nous voudrions également insister sur l'importance du principe de liberté de navigation, notamment le droit de passage inoffensif et le droit de transit à travers les détroits utilisés servant à la navigation internationale. Les États riverains de ces détroits peuvent adopter des lois et réglementations relatives au transit par les détroits, mais celles-ci doivent être appliquées de manière non discriminatoire et en toute conformité avec l'article 42 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Les institutions subsidiaires créées en vertu de la Convention ont accompli d'importants progrès dans leurs domaines d'activités respectifs. La Commission des limites du plateau continental examine actuellement cinq demandes relatives au tracé de la limite extérieure du plateau continental au-delà des 200 miles marins. Cependant, compte tenu de l'augmentation attendue de la charge de travail de la

Commission, il est fondamental que les questions portant sur la participation des membres à ses réunions et son financement soient réglées en tenant compte des préoccupations des pays en développement membres. À cet égard, nous appuyons également le renforcement de la Division qui assure le secrétariat de la Commission, puisque, avec l'augmentation du nombre des demandes, cette dernière aura besoin d'un appui technique accru.

L'Autorité internationale des fonds marins participe actuellement à l'élaboration d'un régime juridique relatif à la prospection et à l'exploration des sulfures polymétalliques et des encroûtements ferromanganésifères riches en cobalt afin d'assurer la protection efficace de l'environnement marin et la protection et la conservation des ressources naturelles de la Zone et de prévenir les dommages que pourraient causer à la flore et à la faune de la Zone les effets nocifs des activités qui y sont menées.

La Conférence d'examen de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà des zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs, qui s'est tenue à New York cette année, a fourni un cadre très utile pour évaluer l'efficacité de l'Accord. La Conférence a noté avec préoccupation que les stocks chevauchants et les stocks de poissons grands migrateurs étaient surexploités et qu'ils s'appauvrissaient. La surpêche et la surcapacité semblent saper les efforts visant à assurer la viabilité à long terme de ces stocks. La Conférence a par conséquent recommandé une réduction urgente des capacités de pêche mondiales afin de les ramener à des niveaux compatibles avec la pérennité des stocks de poissons. Dans ce contexte, le droit légitime des États en développement de valoriser leurs fonds de pêche pour ce qui est des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs, conformément à l'article 25 de l'Accord, a été reconnu.

Nous observons avec inquiétude les effets des pratiques de pêche destructrices sur les écosystèmes marins vulnérables. L'on dispose de suffisamment de données pour suggérer que les habitats marins sont affectés par le chalutage de fond, ce qui risque de modifier le fonctionnement, l'état et la biodiversité des écosystèmes marins, en particulier les plus fragiles. Ce problème avait déjà été reconnu en 2004, et l'on avait

alors souligné la nécessité d'améliorer la gouvernance des ressources halieutiques et des écosystèmes marins.

Le Secrétaire général, dans son rapport sur l'impact de la pêche sur les écosystèmes marins vulnérables (A/61/154), a également insisté sur l'importance critique de la cartographie des fonds marins et de l'application du principe de précaution. En conséquence, nous estimons que les mesures proposées dans le projet de résolution de cette année, et qui sont à mettre en place dans un délai précis, en vue de protéger les écosystèmes marins vulnérables, notamment les monts sous-marins, les cheminées hydrothermales et les récifs coralliens des eaux froides des effets destructeurs du chalutage de fond, constituent un pas premier pas important vers le règlement de ce problème.

**M. Liu Zhenmin** (Chine) (*parle en chinois*) : La délégation chinoise se félicite vivement du rapport du Secrétaire général sur les océans le droit de la mer (A/61/63 et Add.1).

L'année écoulée a été marquée par de nouveaux progrès dans la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 et des accords pertinents. Nous exprimons notre reconnaissance à l'Autorité internationale des fonds marins, à la Commission des limites du plateau continental et au Tribunal international du droit de la mer pour l'œuvre accomplie.

La délégation chinoise a pris une part active aux consultations informelles sur les projets de résolutions relatifs aux océans et au droit de la mer (A/61/L.30) et à la viabilité de la pêche (A/61/L.38) qui ont été présentés au titre du point de l'ordre du jour à l'examen. Nous profitons de l'occasion pour remercier M. Carlos Duarte, du Brésil, et M<sup>me</sup> Holly Koehler, des États-Unis, d'avoir mené à bien les consultations sur les deux projets de résolutions.

Nous relevons que ces deux projets de résolutions relèvent le statut et le rôle de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Celle-ci compte désormais 152 États parties. La multiplication des adhésions témoigne de l'universalité et de l'autorité de la Convention, de son aptitude à s'adapter à l'évolution du contexte et des problèmes ainsi que de son dynamisme. Il faut à présent préserver son caractère unitaire et son intégrité tout en veillant à maintenir l'équilibre entre les différents intérêts en présence, comme prévu dans la Convention.

Avec les progrès scientifiques et techniques, d'une part, et l'exploitation accrue des océans par l'homme, d'autre part, les États sont de plus en plus à même de tirer profit des océans et de les protéger mais, dans le même temps, de nouveaux problèmes et défis apparaissent. Il importe de développer les sciences marines et de mettre en valeur les ressources de la mer si l'on veut garantir la sécurité alimentaire, atténuer la pauvreté, favoriser la croissance économique et préserver la stabilité sociale dans tous les pays, en particulier ceux en développement.

Nous souscrivons aux passages sur le développement que contient le projet de résolution relatif aux océans et au droit de la mer. Comme le Groupe des 77 et la Chine l'ont signalé au cours des consultations informelles, promouvoir le développement ne se résume pas à renforcer les capacités des pays en développement. C'est aussi l'un des objectifs fondamentaux du régime du droit de la mer et de l'ordonnancement maritime. Aussi bien la question du développement que celle des intérêts et besoins particuliers des pays en développement, telles que soulignées dans le préambule de la Convention, doivent être appréhendées sous cet angle général. Nous notons avec plaisir que le projet de résolution réaffirme et souligne que l'objectif est de promouvoir l'utilisation équitable et efficace des ressources marines.

Les travaux de la Commission des limites du plateau continental présentent un intérêt pour la définition, par les États côtiers, des limites extérieures du plateau continental au-delà des 200 milles marins, mais aussi pour la démarcation des fonds marins internationaux. Ils ont donc une grande incidence sur l'exploitation des ressources de ces zones, qui appartiennent au patrimoine de l'humanité.

Nous notons que le projet de résolution souligne l'importance que les travaux de la Commission revêtent pour la communauté internationale tout entière et reflète une appréciation favorable des travaux et de la contribution de la Commission. Prenant note également de sa lourde charge de travail et de sa difficile situation financière, il exprime la détermination de l'Assemblée de faire en sorte que la Commission puisse continuer de fonctionner efficacement avec le degré élevé de professionnalisme dont elle a fait preuve jusqu'à présent.

La délégation chinoise a toujours soutenu les travaux de la Commission et fourni l'appui nécessaire à M. Lu Wenzheng, membre chinois de la Commission,

dans l'exécution de ses fonctions. Nous sommes convaincus que ses compétences exceptionnelles et sa grande expérience lui permettront de contribuer utilement aux travaux de la Commission. De plus, nous espérons sincèrement que les travaux de la Commission se poursuivront sans heurt et qu'ils produiront des résultats positifs.

La conservation et l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale sont liées à la protection des écosystèmes marins, au développement de la santé et de la médecine, au progrès scientifique et technique ainsi qu'à la prospérité économique de l'humanité. Compte tenu du caractère complexe et sensible de la question mais aussi de l'insuffisance des connaissances disponibles, il faut encourager la communauté internationale à intensifier l'étude et la recherche dans ce domaine. Nous appuyons la demande faite au Secrétaire général de convoquer la deuxième session du Groupe de travail spécial officieux en 2008 afin d'étudier les conséquences des activités humaines sur la biodiversité marine et de réfléchir aux moyens de développer la coopération et la coordination entre les États et les organisations intergouvernementales.

Il convient selon nous que des mesures en faveur de la conservation de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale soient prises dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et des autres conventions internationales pertinentes tout en tenant compte des systèmes qui régissent déjà l'exploitation de la haute mer et des fonds marins internationaux. L'objet de ces mesures doit être de parvenir à un juste équilibre entre conservation et exploitation durable au lieu de se borner à interdire ou à limiter l'exploitation des océans et des mers.

La délégation chinoise porte un vif intérêt à la question de la pêche. En tant qu'acteur responsable de premier plan désireux de promouvoir le développement durable des pêches partout dans le monde, la Chine a toujours œuvré aux fins d'une meilleure conservation et d'une gestion plus rationnelle des ressources halieutiques. Elle a pris une part active à la Conférence d'examen de l'Accord sur les stocks de poissons de 1995 qui s'est tenue cette année. De même, elle participe avec énergie et contribue de façon constructive aux débats sur la pêche au sein des différentes instances internationales et régionales.

L'exploitation des ressources halieutiques en haute mer n'est en aucun cas le privilège d'un petit nombre de pays. Tout en examinant et en élaborant des mesures visant à gérer et à préserver les pêches, la communauté internationale doit veiller au respect des droits légitimes des populations, en particulier celles des pays en développement, sur les ressources halieutiques. Nous nous réjouissons que le projet de résolution mette l'accent, dans l'un de ses paragraphes, sur l'importance du caractère équitable et transparent des processus de décision des organisations régionales de gestion des pêches.

L'un des principaux buts de la Convention est de faciliter la navigation marine. Les régimes instaurés par la Convention concernant le passage en transit dans les détroits servant à la navigation internationale et le passage dans les voies de circulation archipélagiques sont importants pour garantir la liberté de navigation en mer. Il faut donc que tous les États s'y conforment. Nous espérons que ces régimes créés par la Convention seront préservés. Toutes les lois et réglementations promulguées par les États côtiers doivent cadrer avec la Convention et les dispositions pertinentes du droit international et aucune ne doit porter atteinte au principe de la liberté de naviguer en mer.

La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer constitue la base juridique des activités menées par l'homme dans les océans. Elle représente l'ordre maritime moderne. Conjointement avec tous les autres États, la Chine est prête à honorer ses obligations internationales en vertu de la Convention et à œuvrer au développement de la science et des ressources de la mer ainsi qu'en faveur de la paix, de la justice, de l'harmonie et du progrès humain.

**M. McNee** (Canada) (*parle en anglais*) : Le Canada est fier de faire partie des auteurs des projets de résolution relatifs à la viabilité des pêches (A/61/L.38) et aux océans et au droit de la mer (A/61/L.30). Ces projets de résolution témoignent de notre objectif commun et du consensus sur les mesures à prendre en priorité. Elles sont la preuve de notre détermination collective de prendre des décisions difficiles. Mais, si ces mesures ne sont pas mises en œuvre, nos efforts seront demeurés vains.

Le Canada aimerait remercier M. Carlos Duarte, du Brésil, et M<sup>me</sup> Holly Koehler, des États-Unis, d'avoir coordonné avec succès les consultations informelles sur ces projets de résolution. Nous sommes également reconnaissants à la Division des affaires

maritimes et du droit de la mer du concours apporté au cours des importantes réunions de cette année.

La vulnérabilité des océans et de ses ressources n'a jamais autant capté l'attention des citoyens, des collectivités, des organisations internationales, des milieux universitaires et de la société civile. Cette attention va s'accroître, tout comme les invitations à agir. L'année 2006 a été une année charnière : nous avons réussi à réduire l'écart entre nos discours, nos actes et nos réalisations. Nous devons poursuivre sur cette lancée. Le Canada est d'avis que ces efforts contribueront largement à regagner la confiance du public dans notre capacité à accomplir la tâche qui nous a été confiée.

Les priorités du Canada en matière de gestion des pêches et des océans sont claires : nous voulons passer à l'action maintenant pour atteindre des résultats réels et tangibles. Une gestion intégrée et efficace des océans requiert que nous gérions toutes les activités qui ont une incidence sur l'écosystème. Cependant, l'approche intégrée doit pouvoir s'appuyer sur une bonne gestion sectorielle. La première priorité du Canada est l'établissement d'organisations régionales de gestion des pêches fortes et efficaces, organisations crédibles qui soient capables de prendre des décisions difficiles et d'appliquer les principes modernes de gestion, à savoir le principe de précaution et l'approche écosystémique des pêches, tout en s'appuyant sur la meilleure information scientifique disponible. Nous devons aussi prévoir des mesures pour dissuader ceux qui enfreignent les règles, que ce soit en pratiquant une surpêche ou une pêche illégale, non déclarée et non réglementée. Le Canada est heureux de constater que ces objectifs figurent de manière si importante dans les engagements collectifs qui sont pris aujourd'hui par cette Assemblée.

En septembre, les membres de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPANO) ont instauré des réformes concrètes importantes de même nature, et nous nous attendons à des suivis fermes de ces engagements. D'autres organisations régionales de gestion des pêches prennent des mesures similaires, et de nouvelles organisations régionales de gestion des pêches voient le jour, par exemple dans le Pacifique Nord et le Pacifique Sud. L'adoption de mesures provisoires, en attendant que ces nouvelles structures soient pleinement fonctionnelles, est essentielle pour chasser l'image du grand large comme étant, avant tout, une zone où on peut tout pêcher, n'importe comment et sans égard pour les ressources.



Certains pensent également que ces régimes d'approche collective sont trop lents pour résoudre les problèmes urgents. Il incombe maintenant aux États Membres de mettre en œuvre les présentes résolutions et de leur prouver qu'ils se trompent. Le Canada est consterné de constater que nous sommes, collectivement, incapables de prendre les décisions qui s'imposent pour gérer les ressources halieutiques de manière durable. Le monde nous regarde et attend que nos efforts collectifs permettent de préserver la santé de nos océans. Nous devons être à la hauteur du défi.

Le projet de résolution sur la pêche durable établit nos futures priorités. Nous convenons d'un commun accord que tous les États du pavillon doivent exercer un contrôle sur leurs navires et que, en particulier, les pavillons de complaisance doivent cesser. Nous convenons également de la nécessité d'une plus grande vigueur pour les États du port, qui doivent prendre davantage de mesures pour s'assurer que le poisson pêché illégalement ne se retrouve pas sur les marchés.

Le Canada et plusieurs autres États ont convenu de telles mesures à la réunion finale du Groupe de travail ministériel sur la haute mer, en mars dernier, quand a été publié le rapport intitulé « Les mailles du filet se resserrent pour mettre fin à la pêche illégale en haute mer ». Nous avons proposé des recommandations sous la forme de mesures concrètes pour lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée. Ces recommandations méritent qu'ensemble, nous nous y attardions. Entre autres, le Canada se fait le champion du travail de suivi sur les normes de rendement des organisations régionales de gestion des pêches, en voie d'élaboration par un groupe d'experts. Nous demandons à l'Assemblée générale de proposer des idées et des suggestions pour cette partie du travail. Nous espérons que les consultations puissent commencer en mars 2007.

Les États et les organisations régionales de gestion des pêches devraient être guidés par les plus puissants instruments internationaux à notre disposition. C'est pourquoi le Canada attache une si grande importance à l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons. Plus de 70 % des importations mondiales de poisson proviennent des États ayant ratifié l'Accord. Mais le plein potentiel de l'Accord ne pourra être réalisé tant qu'il n'aura pas obtenu la contribution universelle des États se conformant complètement à leurs obligations. Nous appuyons donc l'appel urgent lancé à tous les États pour qu'ils

adhèrent à l'Accord, et nous nous félicitons que 15 États aient manifesté, cette année, leur intention de le faire. Nous souhaitons chaleureusement la bienvenue aux nouvelles parties à l'Accord : le Japon, Nioué, Trinité-et-Tobago, l'Estonie, la Slovénie et la Pologne.

Quant à la question d'actualité urgente, nous avons également convenu que les États et les organisations régionales de gestion des pêches doivent adopter des mesures conformes aux principes généraux de l'Accord, afin de gérer les stocks distincts de poissons, la plupart de ceux-ci étant situés dans les fragiles zones hauturières. Nous nous félicitons du travail important entrepris par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en la matière.

Le Canada a été satisfait des résultats de la Conférence d'examen de l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons, lors de laquelle les participants ont engagé un dialogue franc dans une atmosphère de collaboration et au cours de laquelle les États parties et les États non parties ont su faire montre de la souplesse nécessaire pour atteindre un consensus sur les recommandations. Nous devons maintenant respecter et appuyer ces recommandations et les mettre à profit. Il sera important de convoquer de nouveau la Conférence d'examen, à un moment approprié, pour évaluer les progrès réalisés et veiller à maintenir le cap jusqu'à la pleine mise en œuvre de l'Accord.

Le projet de résolution de cette année sur la viabilité des pêches (A/61/L.38) marque un véritable changement collectif de régime en ce qui concerne la protection des écosystèmes marins vulnérables. La pêche responsable doit tenir compte des zones et écosystèmes qui ont besoin d'une protection spéciale. Le projet de résolution est maintenant assorti de normes précises et convenues pour l'autorisation de pêcher dans ces zones; il s'agit de normes pratiques, applicables et transparentes. Nous devons maintenant les mettre en œuvre avec conviction. Le Canada, comme les autres membres, espère que la FAO jouera son rôle en continuant à aider les États à respecter leurs obligations.

L'objectif premier du Canada est l'établissement d'une pêche responsable. Le présent projet de résolution établit clairement que si une pêche n'est pas responsable, elle ne doit pas être autorisée. Mais si elle est responsable et respectueuse des normes convenues aujourd'hui par les États, le Canada estime qu'elle doit être considérée légitime. La nouvelle notion de

transparence contribuera dans une large mesure à atteindre cet objectif tangible et quantifiable.

Le Canada assumera son rôle. Nous sommes en train d'élaborer une nouvelle politique marine pour nos propres zones vulnérables. Le Canada a également plaidé en faveur d'une décision nationale, appuyée par tous les membres, de fermer la pêche commerciale sur quatre monts sous-marins en tant que première mesure pour mieux protéger les écosystèmes marins vulnérables.

*(l'orateur poursuit en français)*

Des secteurs traditionnels comme la pêche sont d'une grande importance pour les utilisateurs des océans, mais nous devons également accorder notre attention aux nouveaux enjeux et aux nouvelles utilisations des océans. Cela s'applique dans toutes les circonstances où un régime de gestion approprié ne peut être adopté faute d'information et de connaissances suffisantes pour comprendre la politique et les besoins en matière de réglementation.

Le Canada appuie les réalisations du Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des juridictions nationales, comme formule pour recentrer un débat qui est trop souvent dispersé. Nous sommes heureux que les délibérations se poursuivent en 2008, orientées par un rapport au Secrétaire général pour guider les discussions.

La science joue un rôle central en balisant et en guidant nos travaux en la matière. Nous apprécions que la résolution sur le droit de la mer mentionne l'atelier international, qui s'est tenu à Ottawa en décembre 2005. Il a permis de définir des critères pour la désignation d'aires marines biologiques et écologiques importantes. Ce travail s'est avéré une étape déterminante vers une compréhension au-delà des limites de compétences nationales des zones réclamant une attention spéciale de la communauté internationale. Nous invitons toutes les délégations à prendre connaissance des résultats de cet atelier, et nous invitons les participants qui seront impliqués dans le travail de suivi à y injecter toute la rigueur nécessaire.

Le Canada est fortement impliqué dans le Processus consultatif officieux ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, à la lumière de la richesse de la contribution qu'il peut apporter à la discussion

collective sur l'enjeu des océans, et est heureux de présider ce Processus. La séance de cette année sur les approches écosystémiques et les océans a démontré que nous étions capables de nous attaquer à des questions complexes et vastes dans le cadre de discussions bien planifiées. Elle a également confirmé que nous possédons déjà plusieurs des outils qui pourraient nous permettre d'effectuer des progrès importants dans des domaines clefs, qu'il s'agisse des pêches ou de la gestion intégrée des océans. Le Canada est heureux que la session de l'an prochain aborde la question des ressources génétiques marines. Comme le sujet de cette année, l'examen de cette question sous tous ses aspects dans le contexte du Processus consultatif officieux permettra de renforcer la base des discussions de politique générale qui se poursuivent au sein d'autres instances.

En conclusion, alors que nous sommes sur le point d'adopter ensemble ces projets de résolutions pour améliorer l'utilisation responsable des océans, nous devons reconnaître qu'il ne s'agit que des étapes d'un long parcours qui exigera que chaque État prenne des décisions difficiles. Il est essentiel que nous convenions d'une norme collective de gestion de nos pêches et de nos autres activités dans les océans. Nous avons démontré que nous pouvons prendre des décisions sur la base d'une approche collective. Nous devons maintenant démontrer au monde que nous pouvons aussi agir collectivement pour les mettre en œuvre.

**M. Menon** (Singapour) *(parle en anglais)* : Le 10 décembre 1982, la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer a été ouverte à la signature à Montego Bay, à la Jamaïque. Le soutien manifesté ce jour-là a été sans précédent, 119 pays ayant signé la Convention et un pays l'ayant ratifiée. Cet événement a été l'apogée de 14 années de travail impliquant plus de 150 pays représentant un grand nombre de systèmes juridiques et politiques et des niveaux de développement socioéconomique très divers. Compte tenu de la diversité des vues et des intérêts en présence, l'achèvement de la Convention sur la réglementation de l'espace océanique, de ses utilisations et de ses ressources a été une réalisation considérable. Petit État insulaire qui est néanmoins une grande nation maritime, Singapour a pris une part active aux négociations. En fait, un Singapourien, Tommy Koh, a été le Président de la Conférence pendant sa dernière année. Aujourd'hui, avec 152 États parties, cette « constitution des océans » est universellement

acceptée. C'est une réalisation historique en matière de droit international et de coopération.

La spécificité de la Convention réside dans le fait qu'elle constitue un ensemble indivisible. On a lié entre elles les diverses dispositions et parties de la Convention. Il a fallu concilier des intérêts concurrents et parvenir à des compromis. Comme la Convention est un tout, les États parties doivent éviter toute tentation de privilégier certaines parties qui leur plaisent au détriment d'autres qui ne sont pas de leur goût. Ceci est particulièrement vrai des nouvelles notions définies par la Convention, telles que la zone économique exclusive, les États archipels, le passage en transit et les voies de passage archipelagiques. Nous avons un intérêt commun à préserver l'intégrité de la Convention.

L'un des principaux compromis reflétés dans la Convention tient à l'équilibre établi entre les aspirations des États côtiers à porter leur mer territoriale de 3 à 12 milles marins et le droit de la communauté internationale de jouir d'un passage libre et ininterrompu dans les voies de passage critiques du monde entier. Les États côtiers ont été autorisés à étendre leur mer territoriale jusqu'à 12 milles marins. En contrepartie, ils ont convenu d'accepter un régime de passage spécial pour les navires et les aéronefs traversant ou survolant les 116 détroits servant à la navigation internationale. Au titre de ce régime spécial, appelé passage en transit, un navire ou un aéronef jouit d'un droit de passage sans entrave dans le détroit, et l'État côtier ne peut pas empêcher ce passage même si la voie de passage se trouve dans ses eaux territoriales. Cette disposition critique garantit l'utilisation continue des océans pour faciliter le commerce international, dont 85 à 90 % se fait par voie maritime.

Depuis l'entrée en vigueur de la Convention en novembre 1994, ses institutions, à savoir la Commission des limites du plateau continental et l'Autorité internationale des fonds marins, ont bien fonctionné. Nous félicitons le Secrétaire général de l'Autorité internationale des fonds marins, l'Ambassadeur Satya Nandan, pour le bon travail qu'il a accompli à la tête de cet organisme.

Cette année marque le dixième anniversaire du Tribunal international du droit de la mer. Une des 13 affaires examinées par le Tribunal concernait Singapour et la Malaisie. Nous savons donc directement de quoi nous parlons lorsque nous disons que le Tribunal peut traiter d'une vaste gamme de litiges relatifs à la mer, et il a fait la preuve qu'il

pouvait rendre la justice d'une manière équitable, rapide et économique. Le Tribunal continuera de jouer un rôle important dans le règlement pacifique des différends entre États relatifs au droit de la mer. Pour preuve de notre appui, Singapour accueillera l'année prochaine l'atelier régional du Tribunal.

La Convention a également permis de protéger et de préserver le milieu marin, conformément à la Partie XII et de ses dispositions. À cet égard, l'Organisation maritime internationale (OMI) et son Secrétaire général, M. Efthimios E. Mitropoulos, ont fait un travail remarquable.

Singapour est convaincue de l'importance de protéger et de préserver le milieu marin conformément à la Convention et aux autres traités internationalement acceptés. Nous sommes, par exemple, l'un des quelques pays à avoir adhéré à l'ensemble des six annexes de la « Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires » relatives à la prévention de la pollution du milieu marin par des navires pour des raisons opérationnelles ou accidentelles. Nous avons également adhéré à d'autres accords ayant trait au milieu marin, comme le Protocole de l'OMI sur la préparation, l'intervention et la coopération en matière d'événements de pollution par les substances nocives et potentiellement dangereuses de 2000. Nous continuons d'examiner notre adhésion à d'autres accords de ce genre.

Singapour estime nécessaire d'adopter une approche globale pour remédier à la pollution marine. Nous sommes favorables à un système intégré de gestion des côtes qui permette aux pays d'adopter une vue d'ensemble des questions relatives aux milieux marin et côtier, notamment la pollution de source terrestre, la pollution par les navires et la diversité biologique.

Les petits États insulaires ont une proportion particulièrement importante de zone côtière par rapport à leur superficie terrestre. Singapour continuera d'aider les États insulaires et les autres pays en développement à renforcer leurs capacités par le biais de son Programme de coopération.

Les pays de notre région coopèrent également en vue de renforcer la sécurité maritime. Le 4 septembre 2006, l'Accord de coopération régionale de lutte contre la piraterie et les vols à main armée commis contre les navires en Asie est entré en vigueur. Le 29 novembre, nous avons assisté à l'inauguration à Singapour du Centre de partage des informations établi conformément

à l'Accord. Cet Accord, qui a été le résultat d'une initiative du Japon, est devenu le premier accord intergouvernemental régional sur la coopération contre les actes de piraterie et les vols à main armée commis en Asie. C'est aussi la première fois que des gouvernements asiatiques coopèrent à une échelle aussi vaste et à un si haut niveau pour mettre un terme aux actes de piraterie et institutionnaliser leur coopération.

Outre le partage des informations par le biais du Centre, l'Accord appuiera également le renforcement des capacités et d'autres types de coopération entre les États parties. La sécurité maritime est une question importante pour tous. Nos moyens d'existence, la sécurité, le commerce et l'approvisionnement en énergie dépendent de la sécurité de la navigation dans toutes les voies de circulation maritime du monde. Singapour se félicite donc de ce que le thème de la réunion en 2008 du Processus consultatif officieux des Nations Unies ouvert à tous soit la sûreté et la sécurité maritimes.

Ensemble, Singapour, la Malaisie et l'Indonésie, les trois États riverains des détroits de Malacca et de Singapour, coopèrent étroitement en matière de sécurité maritime, par le biais notamment des Patrouilles du détroit de Malacca, qui comprennent des patrouilles maritimes et des patrouilles aériennes conjointes appelées « Eyes in the Sky » (Des yeux dans le ciel). Ces efforts collectifs et individuels ont eu pour résultat de réduire le nombre des actes de piraterie dans les détroits et abouti à la décision du Lloyds Joint War Committee de retirer les détroits de la catégorie des « zones à risques de guerre ».

Néanmoins, nos forces de l'ordre demeurent vigilantes. Nous continuerons de coopérer les uns avec les autres, ainsi qu'avec les États utilisateurs, pour garantir la sécurité des détroits et veiller à ce qu'ils soient constamment ouverts à la navigation.

À la réunion de l'OMI sur les détroits de Malacca et de Singapour tenue à Kuala Lumpur en septembre, il a été reconnu que si la responsabilité première incombe aux États riverains, la communauté internationale doit également appuyer ces efforts, compte tenu de l'importance des détroits. En conséquence, la réunion de l'OMI à Kuala Lumpur a appuyé avec force le mécanisme de coopération sur la sûreté de la navigation et la protection de l'environnement. Ce mécanisme a été proposé par les États riverains afin d'encourager le dialogue et de faciliter la coopération entre les États riverains, les

États utilisateurs, l'industrie des transports maritimes et les autres parties prenantes.

Nous espérons que ce mécanisme sera pleinement opérationnel avant la prochaine réunion de l'OMI sur les détroits, que Singapour accueillera en 2007. Ce mécanisme est une étape historique dans la mise en œuvre de l'article 43 de la Convention, qui prescrit que les États utilisateurs d'un détroit et les États riverains devraient coopérer pour établir et maintenir dans le détroit les installations de sécurité et les aides à la navigation, et pour prévenir, réduire et maîtriser la pollution par les navires.

Bien que le tableau d'ensemble soit positif, Singapour est préoccupée par plusieurs faits nouveaux susceptibles de saper la Convention. Premièrement, l'article 309 stipule que la Convention n'admet ni réserves ni exceptions. L'article 310 stipule que si les États peuvent faire des déclarations lorsqu'ils adhèrent à la Convention, ces déclarations ne peuvent pas exclure ou modifier la Convention. Ces dispositions sont claires, mais cela n'a pas empêché un certain nombre d'États de faire des déclarations qui prétendent modifier le sens de la Convention ou exclure l'applicabilité en ce qui les concerne certaines de ses dispositions. Ces efforts sont futiles et doivent se voir opposer un refus.

Deuxièmement, au cours des négociations sur la ZEE, un compromis délicat a été trouvé. Il a été permis aux États côtiers de créer une nouvelle ZEE large de 200 milles où ils auraient le droit souverain de prospecter et d'exploiter les ressources biologiques et minérales. Mais d'autres États continueraient de bénéficier dans la ZEE de la liberté de navigation et de survol ainsi que d'autres utilisations liées à ces libertés, y compris pour ce qui est des activités militaires. La ZEE, à la différence des eaux territoriales, ne relève pas de la souveraineté de l'État côtier. Les tentatives récentes de certains États côtiers de modifier unilatéralement le statut de la ZEE ne sont pas conformes à la Convention.

Troisièmement, il y a une tendance préoccupante de la part de certains États côtiers à faire pencher l'équilibre de la Convention en faveur de la protection de l'environnement. Comme je l'ai dit, Singapour soutient les efforts visant à protéger le milieu marin et côtier. Mais de telles mesures ne doivent pas contrevenir à l'ensemble des dispositions soigneusement négociées qui sont énoncées dans la Convention. C'est pourquoi Singapour a proposé, au

cours des consultations sur le projet de résolution, d'ajouter un paragraphe sur les droits et responsabilités des États riverains de détroits qui servent à la navigation internationale. Notre texte s'appuyait sur l'article 42 de la Convention et visait à réaffirmer l'importance du respect de l'équilibre entre le droit des États côtiers d'appliquer des lois et règlements et le droit de passage en transit dans les détroits qui servent à la navigation internationale.

Notre proposition a reçu l'appui de nombreuses délégations au cours des consultations, mais quelques délégations ont exprimé des préoccupations. Faisant montre de souplesse dans le but de parvenir à un consensus, nous avons travaillé avec les délégations intéressées pour tenter de parvenir à un texte acceptable. Malheureusement, le temps nous a manqué, et le paragraphe que nous avions proposé n'a pas été inclus dans le projet de résolution. Notre texte était pourtant raisonnable, fidèle à la Convention et conforme aux vues de nombreuses délégations. Son but était de réaffirmer des principes établis et acceptés de longue date. Alors pourquoi une délégation spécifique a-t-elle objecté fortement à ce qu'il soit inclus? La raison en est qu'un grand nombre de pays, y compris quelques-unes des principales nations maritimes, sont en désaccord avec l'Australie concernant la décision qu'elle a prise récemment d'imposer le pilotage obligatoire à tous les navires non militaires qui transitent par le détroit de Torres.

Le détroit de Torres, entre l'Australie et la Papouasie Nouvelle-Guinée, est un détroit qui sert à la navigation internationale. Les navires et aéronefs qui transitent par ce type de détroits bénéficient du régime spécial du passage en transit. Un État riverain d'un tel détroit peut adopter un ensemble limité de lois et règlements relatifs au passage en transit par le détroit, comme le précise explicitement la Convention à l'article 42 1). Mais l'article 42 2) affirme aussi clairement que ces lois et règlements ne doivent pas avoir pour effet d'empêcher, de restreindre ou d'entraver l'exercice du droit de passage en transit. L'action de l'Australie est donc incompatible avec les articles 42 1) et 42 2) de la Convention.

L'Australie soutient que sa décision bénéficie de l'appui du Comité de la protection du milieu marin (CPMM) de l'Organisation maritime internationale (OMI). Cependant, le texte de la résolution 53 de la CPMM indique clairement que le Comité n'a pas entériné la décision de l'Australie d'imposer le pilotage obligatoire. Pour lever tout doute, le CPMM

s'est à nouveau réuni en octobre 2006. À cette réunion le CPMM a réaffirmé que sa décision antérieure avait valeur de recommandation. Vingt-trois délégations ont réitéré leur position selon laquelle la résolution ne conférait pas l'autorité juridique pour imposer le pilotage obligatoire dans le détroit de Torres ou dans tout autre détroit servant à la navigation internationale.

Malgré les décisions claires prises par l'OMI aux deux réunions du CPMM, l'Australie persiste à affirmer que les décisions du Comité lui permettent d'appliquer son système de pilotage obligatoire dans le détroit de Torres. Nous appelons l'Australie, un pays avec lequel nous partageons de nombreux intérêts stratégiques, à reconsidérer cette mesure.

Pour terminer, nous nous félicitons du fait que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer a apporté clarté et certitude juridiques à un domaine important du droit international. Nous sommes heureux de voir l'Organisation des Nations Unies contribuer au développement du droit et des politiques océaniques. Nous constatons avec satisfaction que les États parties se sont dans l'ensemble conformés de bonne foi à leurs droits et devoirs en vertu de la Convention. Nous comprenons et partageons les préoccupations internationales au sujet de la protection du milieu marin. Nous pensons qu'il est possible de répondre à ces préoccupations sans saper la Convention. C'est cette préoccupation qui nous a poussés à souligner notre désaccord avec l'Australie au sujet du détroit de Torres. Nous espérons que l'Australie prendra en compte les vues de la communauté internationale. Nous serions heureux de pouvoir travailler avec l'Australie pour trouver une solution qui réponde à la fois aux inquiétudes concernant le milieu marin et aux soucis relatifs au respect de l'intégrité de la Convention.

**M. Chitty** (Sri Lanka) (*parle en anglais*) : Sri Lanka a le plaisir d'être l'un des parrains du projet de résolution A/61/L.30 présenté au titre du point 71 a) de l'ordre du jour, « Les océans et le droit de la mer », comme c'est le cas chaque année pour les textes similaires.

Au fil des ans, la résolution annuelle sur les océans et le droit de la mer est devenue un instrument complexe, technique et, par certains aspects, porteur d'interprétations. De nombreux alinéas et paragraphes ont été maintenus d'année en année, renforçant ainsi la reconnaissance essentielle accordée à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et à ses aspects connexes. Le projet de résolution couvre aussi tout un

éventail de questions et prend acte d'autres faits nouveaux, y compris les résultats des conférences, séminaires et ateliers organisés sur le terrain à l'échelon international.

La Convention est l'instrument général qui fournit le cadre juridique de toute activité maritime et de toute réglementation de l'exploitation et de l'utilisation de l'ensemble des ressources des mers et océans. Tous les États ont le devoir de protéger l'intégrité de la Convention contre toute action qui n'y serait pas conforme. La protection de l'intégrité de la Convention préserve à son tour les équilibres essentiels qui y sont réalisés et souligne la nécessité de la coopération internationale et d'une action concertée dans sa mise en œuvre.

Lorsque la Convention a été envisagée pour la première fois, et dès le début des négociations, il a été reconnu que les ressources biologiques de la haute mer ou des zones situées au-delà des juridictions nationales devraient être réglementées par la coopération internationale, régionale ou sous-régionale. Cela ressortait clairement des toutes premières déclarations gouvernementales faites dans le débat général de la séance plénière inaugurale de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

La Conférence de 1995 sur les stocks de poissons a abouti à la signature de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs, et d'instruments connexes. Cet Accord a désormais été largement ratifié. La récente Conférence d'examen est parvenue à une conclusion des plus positives, à savoir que la Convention sur le droit de la mer fournit le cadre juridique pour la conservation et la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs, et qu'elle est complétée par l'Accord sur les stocks de poissons. Le projet de résolution sur la viabilité des pêches accorde beaucoup d'attention et d'importance au rôle des organisations de gestion des pêches. Les capacités de gestion de nombreux pays en développement et la disponibilité de données scientifiques leur permettant de participer efficacement aux travaux de ces organisations risquent dans bien des cas d'exiger une attention supplémentaire.

La Convention est le produit de nombreux compromis délicats, par exemple en ce qui concerne les dispositions relatives aux lois et règlements adoptés par les États riverains de détroits relatifs au passage en transit et aux droits et responsabilités des États riverains de détroits servant à la navigation internationale, ainsi qu'aux droits et responsabilités des navires étrangers qui transitent par ces détroits. Ces dispositions doivent être respectées.

Nous nous félicitons de l'entrée en vigueur de l'Accord de coopération régionale de lutte contre la piraterie et les vols à main armée commis contre les navires en Asie, auquel Sri Lanka est partie, et de la mise en place du centre de regroupement des informations. Le cadre fourni par la Convention de 1982 en ce qui concerne la protection et la préservation du milieu marin a été amplifié afin d'accroître le bien-être de l'humanité sous tous ses aspects. En 1987, le rapport Brundtland (A/42/427, annexe) a mis en avant la notion de développement durable. En 1992, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement en a fait l'axe central de sa Déclaration, puis les conférences qui ont suivi en ont fait le centre d'attention par rapport à toutes les questions relatives au développement dans les pays en développement.

Atteindre d'importants objectifs de développement, en particulier ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire adoptée par les chefs d'État et de gouvernement en 2000, est devenu une demande essentielle. De nombreuses approches en ce sens ont été proposées. Le Sommet mondial de 2005 a appelé à améliorer la coopération et la coordination à tous les niveaux afin de traiter de manière intégrée les questions relatives aux océans et aux mers; et promouvoir la gestion intégrée et la mise en valeur viable des océans et des mers.

L'objectif d'un développement durable des ressources océaniques, s'il est efficacement mis en œuvre, contribuerait également au développement économique et social des pays les plus pauvres du monde qui luttent contre la faim et la pauvreté.

Sri Lanka a une longue histoire en matière de protection de l'environnement et de développement durable. Le Juge sri lankais, C. G. Weeramantry, en sa qualité de Vice-Président de la Cour internationale de Justice, y a d'ailleurs fait référence dans l'opinion individuelle qu'il a formulée concernant l'arrêt rendu dans l'affaire du Danube entre la Hongrie et la Slovaquie, c'est-à-dire dans l'affaire relative au projet

de construction d'un système d'écluses sur le Danube à Gabčíkovo-Nagymaros.

Dans cette opinion, le Juge Weeramantry évoque la civilisation antique du Sri Lanka, qui était fondée sur l'irrigation. Cette dernière s'appuyait sur de gigantesques étangs ou lacs artificiels, appelés citernes, et dont la plupart existent encore aujourd'hui, et a pendant plus de 2 000 ans servi à la fois les besoins de l'homme et ceux de la nature, et ce, en se fondant sur un principe énoncé au XII<sup>e</sup> siècle. La philosophie environnementale sous-tendant ce principe était que la plus petite goutte d'eau de pluie ne saurait parvenir à l'océan sans avoir auparavant servi au genre humain et que la pluie qui se déverse en abondance dans les montagnes ne saurait atteindre l'océan sans avoir en chemin « rendu hommage » à l'humanité. Dans son opinion individuelle, le Juge Weeramantry en conclut donc que le principe du développement durable fait ainsi partie du droit international moderne non seulement du fait de sa nécessité logique implacable, mais également du fait de son acceptation, large et générale, par la communauté internationale.

L'histoire de Sri Lanka consacre donc la philosophie du développement durable et dans ce contexte, le pays s'efforce également d'adhérer à ces mêmes principes en ce qui concerne les océans. Toutefois les exigences du processus de développement de l'économie moderne et les obligations environnementales émanant des instances internationales constituent un défi gigantesque pour le secteur des océans.

Cette année, Sri Lanka a pris l'initiative d'introduire dans le projet de résolution la question de la concrétisation des avantages économiques du régime de ressources placé sous juridiction nationale établi par la Convention, comme le reflètent les paragraphes 86, 87 et 88 du texte. Sri Lanka remercie les délégations de leur appui.

Le processus consultatif suivi pour la rédaction du projet de résolution a été intensif et ardu. La consultation et la coopération sont les seuls moyens d'aplanir les divergences de vues et de parvenir à des dispositions consensuelles. Sri Lanka, qui fait partie du groupe des pays en développement, apprécie le soutien collectif ainsi formulé et le témoignage éloquent qu'en a fait lors des consultations le Ministre Sivu Maqungo de l'Afrique du Sud, en tant que Président du groupe. La manière dont le Ministre plénipotentiaire du Brésil, Carlos Duarte, a mené les consultations a constitué une

véritable démonstration de patience et de maîtrise des questions dont il était traité.

Les paragraphes 86, 87 et 88 du projet de résolution donnent aux États qui se heurtent à des difficultés, notamment les États en développement, et parmi eux les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, ainsi que les pays côtiers d'Afrique, la possibilité de recenser leurs besoins pour développer de manière durable leurs ressources marines et leurs utilisations des océans dans les zones relevant de leur juridiction, et leur permettent aussi de s'acquitter des nouvelles obligations qui émanent des diverses instances internationales. Faire toute la lumière sur la situation qui prévaut actuellement permettrait de mettre en relief la nature et l'étendue de la coopération internationale et de répondre efficacement aux besoins et aux problèmes de ces États. La coopération internationale dans ce contexte doit impérativement tendre à développer durablement les ressources dans les domaines scientifique, technologique et financier et dans celui de la gestion.

Dans le même temps, ces paragraphes donnent la possibilité aux États qui ont obtenu de bons résultats en matière de mise en valeur des ressources d'un ou de tous les secteurs marins de décrire et d'analyser leur expérience, en mettant l'accent sur les niveaux de mobilisation du savoir, des compétences et des capitaux qui ont été nécessaires.

L'objectif final est ainsi de parvenir à une situation où chacun serait gagnant, puisque les pays ayant déjà obtenu des résultats pourraient continuer de consolider leurs acquis pendant que les autres tireraient les enseignements de telles expériences tout en acquérant des compétences techniques, en participant à des partenariats et à des accords conjoints de développement et en recevant des flux de capitaux. Les organisations internationales, en particulier les institutions spécialisées du système des Nations Unies et les organismes financiers et de développement, pourraient également élaborer des programmes internationaux d'assistance dans le secteur marin afin d'assurer l'efficacité maximum de ces mesures.

L'étude demandée au Secrétaire général au paragraphe 88 du projet de résolution pourra donc fournir une vue d'ensemble des défis existants et des mesures à prendre pour les relever. Elle constituera également une source d'information sur le développement durable des ressources marines et les utilisations des océans.

En ce qui concerne le travail des institutions créées par la Convention, beaucoup de pays en développement n'ont pas été en mesure de participer aux sessions de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins. Toutefois, les déclarations faites par son Secrétaire général lors des réunions des États parties et de l'Assemblée générale sont d'une grande utilité et donnent un aperçu du travail de pionnier qui a été réalisé. Les excellents documents que publie l'Autorité, notamment les nombreuses études techniques et les comptes-rendus des ateliers, sont très instructifs et précieux, tout comme le sont les actes des réunions et les autres documents officiels.

Le Tribunal international du droit de la mer a récemment célébré son dixième anniversaire et la cérémonie qui a eu lieu à cette occasion a été suivie d'un séminaire très bien organisé sur des questions et problèmes d'une grande pertinence. Bien que le Tribunal n'ait à ce jour à traiter d'aucune affaire, ce que nous regrettons, il reste souhaitable de développer les activités visant à diffuser plus largement des informations sur le Règlement, la compétence et les modalités de saisine du Tribunal et à en distribuer plus largement la documentation, notamment en les affichant dans leur intégralité sur le site Internet et en la publiant sous forme brochée, plus abordable. Bien entendu, il conviendrait d'évaluer au préalable les avantages de telles initiatives.

La clarification et la simplification des règles concernant la représentation des parties et les procédures à suivre pour introduire une instance, en particulier dans les cas de demande de prompt mainlevée de l'immobilisation de navires et de libération rapide de leur équipage, ainsi que les mesures conservatoires devraient également être d'un grand secours pour les parties éventuelles. Nous notons aussi que le projet de résolution met l'accent sur la nécessité de respecter le principe d'une représentation géographique équitable dans le recrutement du personnel de la catégorie des administrateurs et des catégories supérieures au Greffe.

Le travail de la Commission des limites du plateau continental est essentiel et ma délégation se félicite de

voir que des mesures ont été proposées, à l'initiative de la Chine, pour veiller à la continuité et à l'efficacité de ses importants travaux et pour renforcer la Division qui assure son secrétariat. Nous notons tout spécialement les paragraphes 46 et 47, relatifs à la participation de l'État côtier aux travaux de la Commission et à la nécessité d'une concertation entre la Commission et les États qui présentent des demandes.

L'unité du Secrétariat de l'ONU qui assure le secrétariat de la Convention, à savoir la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques, a un rôle crucial à jouer à l'appui des institutions, des conférences et des réunions qu'elle sert. La Division, bien qu'extrêmement sollicitée, fournit efficacement les services requis, conformément aux instructions de son directeur et du Secrétaire général adjoint, le Conseiller juridique de l'ONU.

Nous sommes reconnaissants à la Division des services efficaces fournis à la Réunion des États Parties, au Processus consultatif officieux et à la Commission des limites du plateau continental, ainsi que de ceux apportés dans le cadre des séminaires sur le renforcement des capacités et des programmes de bourses. L'arrangement proposé par le Conseiller juridique concernant le Programme de bourses à la mémoire de Hamilton Shirley Amerasinghe, mentionné au paragraphe 19 du projet de résolution, est tout à fait louable. Il va permettre de perpétuer la mémoire de l'Ambassadeur Amerasinghe, de Sri Lanka, qui a dirigé la Conférence, en tant que Président, de l'ouverture de cette dernière, en 1973, jusqu'à sa disparition, en 1980.

Outre les autres documents produits par la Division, le rapport annuel du Secrétaire général à l'Assemblée générale (A/61/63 et Add.1) est bien présenté et s'avère une mine d'informations, malgré sa taille limitée. Il satisfait, à n'en pas douter, aux exigences du paragraphe 2 a) de l'article 319 de la Convention.

Je voudrais également mentionner le Secrétaire général, M. Kofi Annan, dont l'attachement à l'état de droit l'a toujours amené à soutenir la primauté du droit dans les océans, les travaux du Secrétariat ainsi que la Convention sur le droit de la mer.

*La séance est levée à 13 heures.*